



# REVOLUTION COMMUNISTE

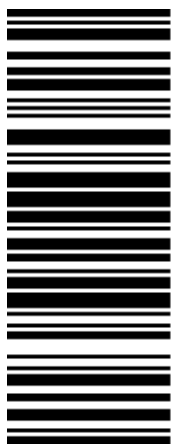
Groupe marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

**Dans les usines, les ports et les aéroports,  
bloquer les livraisons d'armes à Israël !**



HÉLICOPTÈRE AS565 PANTHER UTILISÉ SUR LA FAÇADE MARITIME DE GAZA FABRIQUÉ PAR AÉROSPATIALE

- Macron, le militarisme et la guerre sociale p. 2  
Fonction publique : aucune concertation du projet Guerini ! p. 6  
Agriculture : où mène le capitalisme ? p. 7  
Immigration : abrogation de la loi Darmanin-Le Pen ! p. 14  
Fête du NPA-Révolutionnaires à Lyon p. 15  
Palestine : appel de la FGPS p. 16  
1947 : la LCR-QI contre la partition p. 17  
Palestine : l'État colon affame Gaza p. 18  
Palestine : motion SNESup Toulon p. 19  
Argentine : le premier trimestre de Milei p. 20  
Histoire du Parti communiste chinois (10) p. 22



2273-8762



# La bourgeoisie française s'arme et mène la guerre sociale à l'intérieur



L'AVION MILITAIRE RAFALE, GROUPE DASSAULT

*Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique rien ne doit être exclu.*  
(Emmanuel Macron, 26 février)

Créant la surprise, le président a donc fait mine d'ouvrir la possibilité d'une intervention militaire directe en Ukraine. En réalité, l'État impérialiste français en est bien incapable et Macron le sait parfaitement. Il se retrouve isolé, ses alliés de l'OTAN, à commencer par les États-Unis et l'Allemagne, ayant sèchement écarté cette éventualité.

Déjà, le 13 juin 2022, le président français avait parlé « d'économie de guerre ». Le costume de chef militaire plein de hardiesse a pour fonction, en Europe, de réaffirmer la place et les prétentions de l'impérialisme français et en France, au-delà des manœuvres contre le RN, d'enfoncer un peu plus le clou du militarisme et des sacrifices que les travailleurs doivent consentir à l'union nationale contre les menaces extérieures. Lors de ses vœux aux Français, le 31 décembre 2023, il avait utilisé 7 fois les termes « réarmement » ou « réarmer » : « réarmement économique », « réarmer nos services publics », « réarmement de l'État », « réarmement civique », « réarmement industriel », « réarmement de la Nation ».

Le gouvernement y est d'autant plus poussé que le déficit public est resté élevé malgré la reprise économique de 2021 : 154 milliards d'euros pour l'année 2023, 5,5 % du produit intérieur brut (le plafond de l'UE, avec l'accord de l'État français, est fixé à 3 %) et la dette publique s'élève à 3 101,2 milliards d'euros fin 2023, 110,6 % du PIB (le plafond est de 60 %). La croissance économique se tasse dans le monde et en France. Face aux dernières prévisions pour 2024 de l'INSEE (+0,9 %) et de la Banque de France (+0,8 %), le gouvernement a dû rabaisser son hypothèse de 1,4 % à 1 %... et compte bien faire payer la

facture aux travailleurs. Le gouvernement peut se le permettre car, grâce aux bureaucraties syndicales et aux partis réformistes, il a infligé une grave défaite en 2023 à la classe ouvrière sur les droits à la retraite.

## Poursuite des attaques contre les chômeurs

Le conditionnement du versement du RSA à « 15 heures d'activité hebdomadaires » serait élargi à tout le territoire avant 2025, l'allocation spécifique de solidarité (ASS) pour les chômeurs en fin de droits serait supprimée. L'ASS était souvent la seule manière pour les travailleurs pauvres au chômage en fin de carrière de pouvoir tenir jusqu'à l'âge légal de départ en retraite. L'ASS était perçue par plus de 300 000 personnes en 2021 et permettait de valider des trimestres pour le calcul de la retraite. C'est ce dernier point qui est ouvertement visé par le gouvernement qui la qualifie de « *trappe d'inactivité* ».

*En supprimant l'ASS, on enlève au demandeur d'emploi la validation de trimestres pour la retraite de base et l'obtention de points pour la (retraite) complémentaire.* (Michel Beaugas, FO, *Ouest-France*, 31 janvier 2024)

Des attaques qui en appellent d'autres puisque le ministre de l'économie Le Maire vise un déficit à 3 % fin 2027 contre 4,9 % prévu fin 2023 dans le budget 2024. Le gouvernement envisage une nouvelle baisse des dépenses de 20 milliards pour 2025, les chômeurs sont à nouveau ciblés et notamment les plus de 55 ans dont le nombre a mécaniquement augmenté de 40 000 depuis la contre-réforme des retraites, et qui bénéficient d'une durée d'indemnité plus longue pour le moment (22,5 mois entre 53 et 54 ans et 27 mois au-delà). La dernière attaque contre les droits des chômeurs avait déjà réduit la durée d'indemnisation de 24 mois à 18 mois. Depuis 2019, le montant moyen des allocations a été réduit de 17 % et la durée d'indemnisation de 25 %. Désormais, seuls 36 % des inscrits à France Travail sont indemnisés et 45 % des allocataires sont passés sous le seuil de pauvreté. Mais cela ne suffit toujours pas !

*Nous avons aujourd'hui un dispositif d'assurance chômage dans lequel au bout d'un délai qui est court, deux ans, on peut accéder à la durée d'indemnisation la plus longue, 18 mois. Mais dans le fond... cela entretient un taux de chômage à 7 %.* (Bruno Le Maire, *France Inter*, 19 mars)

Déjà 2 milliards ont été ponctionnés en 2023 par le gouvernement à l'Unedic, un régime qui est officiellement géré par les « partenaires sociaux », avec l'objectif de ponctionner 12 milliards sur 4 ans. Depuis 2018, le gouvernement dicte aux cogestionnaires une « lettre de cadrage financier » Les directions syndicales se sont toutes pliées à ce genre de « paritarisme ». Mais ce sont tous les

milliards de l'assurance chômage que le gouvernement entend récupérer pour en disposer à sa guise.

*Pour ma part, je considère que l'État devrait reprendre la main sur l'assurance chômage de manière définitive.* (Bruno Le Maire, *Le Monde*, 6 mars)

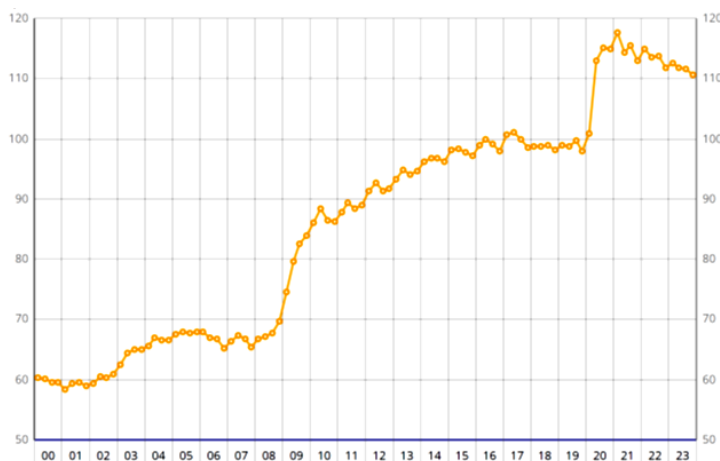
## Des coupes budgétaires ciblées

L'aide médicale d'État (AME) permettant à la partie la plus pauvre des migrants d'accéder péniblement aux soins (et protégeant toute la population du territoire de maladies contagieuses) serait remplacée par un dispositif moins onéreux dans le courant de l'année et par voie réglementaire. Ce dispositif coûte 1,1 milliard d'euros annuels à la branche maladie de la Sécurité sociale, soit moins de la moitié des dépassements d'honoraires (3 milliards d'euros par an) tolérés par tous les gouvernements bourgeois.

Dans le même temps, le ministre de l'économie annonce le 18 février des coupes budgétaires à hauteur de 10 milliards d'euros, à ajouter au coup de rabot de 16 milliards déjà programmé sur 2024. Le déficit budgétaire a pour première cause les centaines de milliards d'exemptions, d'aides et subventions accordées chaque année aux capitalistes et aux riches. Les coupes budgétaires, actées par décret 4 jours plus tard, touchent l'écologie (400 millions), la recherche (900 millions), l'emploi (1,1 milliard), les aides au logement (300 millions), elles frapperont surtout les travailleurs. Le compte de formation par exemple, déjà attaqué en 2018 en cumulant non plus des droits à des heures mais à des euros soumis à l'inflation, est une nouvelle fois concerné puisque les travailleurs souhaitant l'utiliser devront dorénavant s'acquitter d'un forfait de 100 euros, pour une économie espérée par le ministre de 200 millions.

Sont visées également les aides au carburant, gaz et électricité perçues par les particuliers, tout en ne menaçant pas celles attribuées au patronat et aux entrepreneurs individuels.

Dans son discours de politique générale, le premier ministre avait parlé de « désmicardiser » la France. En effet, nombre de salariés voient le SMIC rattraper leurs salaires, il s'agit principalement de travailleurs payés à la limite du seuil des exonérations de charges, ce qui décide les employeurs à ne pas augmenter ces salaires pour conserver les aides. Dans les solutions étudiées par l'exécutif, la fin de l'indexation du SMIC fait partie des possibilités, à côté de la hausse des plafonds d'exonérations, ce qui entrainerait une hausse du montant global des aides au patronat, qui seraient financées par une augmentation de la CSG, inventée par Rocard, qui pèse pour l'essentiel sur les salaires ! Dernière proposition à l'étude, renforcer les rémunérations au mérite, cette dernière option étant déjà largement utilisée par l'octroi



DETTES PUBLIQUES RAPPORTÉES AU PIB / INSEE, 26 MARS

de primes défiscalisées et versées à discrétion du patron.

## Mise sur la touche et mise au pas des enfants de travailleurs

Le gouvernement Attal nommé en janvier continue les attaques contre la classe ouvrière dans la droite ligne de ses prédécesseurs. L'erreur de casting d'Oudéa-Castéra ne l'a pas ébranlé le moins du monde. Après l'avoir cantonnée au sport, Attal compte bien marquer de son nom les prochains coups contre l'école publique.

Le 15 mars, le premier ministre précise en personne les contours du « choc des savoirs ». Le décret publié au *Journal officiel* le 17 mars impose les groupes de niveau au collège en français et en mathématiques, à compter de la rentrée 2024 les trois quarts de l'année scolaire. Tous les chercheurs du monde ont constaté l'aggravation des inégalités scolaires et l'éviction du parcours général d'enfants d'ouvriers et d'employés résultant de ce genre de mesures. En outre, la pénurie de professeurs va aggraver le sort des élèves les plus faibles, malgré les quelque 2 000 renforts promis par le premier ministre : mesure en trompe-l'oeil puisque l'essentiel des postes annoncés provient de réaffectations de postes libérés par la diminution du temps d'enseignement au collège.

*La classe de sixième ne se verra plus dispensée que 25 heures de cours au lieu de 26. Après la suppression de la technologie, c'est celle du soutien approfondissement qui n'aura existé qu'une année. L'économie est importante à l'échelle du pays : près de 1 500 équivalents temps plein redéployés sur les regroupements de niveau.* (SNES-FSU, 13 février 2024)

La charge supplémentaire pour les travailleurs de l'éducation va accroître encore les démissions, qui ont quadruplé en 10 ans, aggravant encore la situation du système éducatif à l'instar de ce qui se passe dans les hôpitaux.

L'embrigadement de la jeunesse est également dans les objectifs de la bourgeoisie : dans son discours de politique générale du 30 janvier, Attal annonçait la généralisation du service national universel (SNU) à la rentrée 2026, la création d'un service civique écologique et l'instauration de travaux d'intérêt éducatif visant exclusivement les mineurs de moins de 16 ans en réaction aux émeutes de 2023. Le premier ministre avait alors résumé ces mesures par ces mots : « *Tu casses, tu ré pares ; tu salis, tu nettoies ; tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter* ».

Par ailleurs dans son hommage aux victimes du terrorisme le 11 mars, il confirme sa conception de la laïcité à géométrie variable, tournée contre l'islam sans que l'obscurantisme catholique et ses plus de 6 000 établissements financés par l'État ne soient inquiétés.

*Je le crois fermement, c'est la victoire de l'École qui sèmera le glas de l'obscurantisme, de tous les obscurantismes, de l'obscurantisme islamiste qui veut mettre à bas notre École pour ses valeurs.* (Gabriel Attal, 11 mars 2024)

Les travailleurs de l'enseignement de Seine-Saint-Denis s'élèvent contre cette politique réactionnaire, avec le soutien de nombreux parents d'élèves ouvriers et employés. Mais les appareils syndicaux et leurs adjoints dispersent leur énergie dans des journées d'action et des reconductibles site par site, la machine à défaite qui a fait ses preuves contre nos retraites. Cela permet à des sous-fifres du ministère de répondre : « les caisses sont vides » quand ils reçoivent l'intersyndicale le 15 mars.

### **Les capitalistes de l'agriculture obtiennent le retrait du minimum écologique**

En réaction à la fronde des paysans, globalement sous contrôle des capitalistes agraires de la FNSEA, Attal s'est empressé d'en satisfaire les exigences. Il a annoncé la suppression des conseils stratégiques phytosanitaires (CSP), indépendants des groupes capitalistes de la chimie, dispensant un diagnostic et un plan d'utilisation des produits phytosanitaires introduits par la loi EGALim de 2018. Les CSP attribuaient le certiphyto (certificat individuel de produits phytopharmaceutiques) obligatoire pour l'achat de pesticides.

Le « choc de simplification » promis par Attal dans les 62 mesures annoncées porte principalement sur la suppression des quelques mesures écologiques adoptées jusque-là. Mais si certaines mesures ont été adoptées par décret, d'autres doivent passer par une nouvelle loi bientôt débattue à l'Assemblée. Comme cela ne va pas assez vite pour la FNSEA qui exige la suspension immédiate des CSP, le premier ministre s'exécute et annonce le 11 mars que l'obligation des CSP sera suspendue dès le lendemain.

Dans les autres revendications antiécologiques satisfaites par le gouvernement, figurent l'arrêt de la hausse fiscale sur le gazole non routier, la suspension de la mise en jachère de 4 % des terres, la suspension du plan Ecophyto visant à réduire l'usage de pesticides dangereux pour les travailleurs de l'agriculture, les habitants du voisinage, les insectes et les oiseaux. D'autres mesures vont entrer en vigueur comme des « prêts à taux préférentiel » et l'ajout de l'agriculture à côté de l'alimentation dans la priorisation de l'usage de l'eau, ce qui signifie de nouvelles facilités pour développer bassines et méga bassines. Un projet de « loi d'orientation pour la souveraineté agricole » devrait être adopté en mai et une nouvelle loi EGALim d'ici l'été.

Au niveau de l'Union européenne, les organisations agricoles ont aussi obtenu gain de cause puisque des dérogations aux règles européennes de maintien des prairies ont été décidées et les exemptions de droits de douane accordées aux produits agricoles ukrainiens seront supprimées au-delà d'un certain volume pour les volailles, les oeufs et le sucre.

Au parlement français, le bloc pourri entre les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI) et les partis bourgeois « d'opposition » (EELV, LR, RN), qui avait désorienté les travailleurs en lutte pour défendre leur droit à la retraite et qui avait permis ensuite l'adoption d'une loi contre l'immigration pire que le projet du gouvernement, se reforme pour réclamer des mesures contre l'Ukraine, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Brésil et l'Argentine. Comme toujours, les protectionnistes omettent les effets en retour sur les exportations du capitalisme français et sur les prix intérieurs.

Ni libéralisme, ni protectionnisme ! L'ennemi est le capitalisme, donc les groupes de l'agriculture française, de l'industrie agroalimentaire française, du commerce français, de la chimie française... sans parler de ceux de l'armement.

### **Le pactole pour l'armée impérialiste et l'économie de guerre**

Adopté dès 2023, la loi de programmation militaire 2024-2030 fixe à 413 milliards d'euros le budget de l'armée sur la période, bien au-dessus des 295 milliards du budget précédent. Pourtant la représentation politique de la bourgeoisie française souhaite renforcer ses capacités de destruction.

*L'économie de guerre commence à produire des effets. Nous devons passer à une réalité systémique et systématique et amplifier la transformation commencée.* (Emmanuel Macron, *Voeux aux armées*, 19 janvier)

*Il faut passer en économie de guerre, donc produire davantage d'armements et produire plus vite.*

Emmanuel Macron, *Entrevue à TF1 et France 2*, 14 mars)

Les partis ouvriers bourgeois, de leur côté, sont totalement alignés sur les intérêts de leur bourgeoisie. C'est sur cette base qu'ils chipotent à l'Assemblée nationale les décisions du gouvernement actuel.

*Oui, il faut donner à l'Ukraine les moyens de se défendre... L'accord du 16 février avec l'Ukraine risque de nous entraîner plus avant encore dans le conflit : il prévoit d'intégrer l'Ukraine dans l'Union européenne et dans l'Otan... J'ajoute que l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne mettra à mal notre agriculture et notre industrie, en provoquant un dumping social que les Français rejettent massivement.* (Fabien Roussel, PCF, 12 mars)

*L'heure est à l'unité et à l'efficacité, pas à la discorde chez les alliés. L'accord du 16 février ne saurait tenir lieu d'acquiescement à l'adhésion immédiate de l'Ukraine à l'Otan. Les 5 milliards annoncés, pourvu qu'ils trouvent une concrétisation rapide et ne soient pas imputés sur la loi de programmation militaire – c'est-à-dire sur nos capacités propres –, vont dans le bon sens. Toutefois, ils nous alertent quant à nos propres capacités de production et quant à l'état de nos stocks. Il y a quelques mois on vous demandait où sont les masques, aujourd'hui nous vous demandons : où est la poudre ?* (Boris Vallaud PS, 12 mars 2024)

*Nous avons approuvé les initiatives de soutien au peuple ukrainien, notamment la cession d'armements, à condition qu'elle n'affaiblisse pas nos propres capacités de défense... L'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne aurait des conséquences dévastatrices pour notre économie. Notre agriculture est déjà écrasée par cette concurrence. Le texte approuve également le soutien de principe à l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Or ce genre d'annonce ferme d'emblée toute discussion en vue d'un règlement durable du conflit.* (Arnaud Le Gall, LFI, 12 mars)

L'industrie de guerre tricolore est devenue la deuxième exportatrice mondiale avec 11 % du marché devant la Russie, obligée de conserver une partie importante de sa production pour ses propres besoins. Les exportations mortifères françaises ont bondi de 47 % entre 2019 et 2023. Pour un tiers porté par la vente de 94 avions Rafale du groupe Dassault, notamment à l'intégriste Modi, aux exploiters qataris ou au sanguinaire Sissi. Des armes évidemment utilisées comme en Palestine où bien que loin derrière l'impérialisme américain, l'État français a fourni à Israël pour 208 millions d'euros de matériels militaires en 10 ans dont 25,6 millions pour la seule année 2022.

Loin des annonces de transparence des différents gouvernements, l'État autorise la vente d'armes à des massacreurs partout dans le monde en Côte d'Ivoire entre 2011 et 2012, en Égypte par l'envoi de blindés, au Yémen où les populations civiles ont subi les bombes françaises achetées par l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis, aujourd'hui à Gaza...

Face à ces massacres, contre les prochaines attaques du gouvernement, les travailleurs doivent se regrouper en toute indépendance de la bourgeoisie et de son État. Les besoins populaires ne seront satisfaits que sur la base d'une organisation de la société gérée par les travailleurs. Les guerres impérialistes ne disparaîtront pas sous les discours pacifistes mais seulement par la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

*Le prolétariat du monde entier n'a rien à attendre de cette politique qui rend le militarisme nécessaire vis-à-vis de l'extérieur, et ses intérêts s'y opposent même de la façon la plus flagrante. Cette politique sert directement ou indirectement les intérêts des classes dominantes du capitalisme. Avec plus ou moins d'habileté, elle s'efforce d'ouvrir la voie dans le monde entier à la production et à la concurrence absurde et meurtrière du capitalisme. Elle ne fait au fond rien d'autre que mettre en danger l'existence même de notre civilisation en provoquant des complications et des conflits dans le monde entier.* (Karl Liebknecht, 11 février 1907, *Militarisme, guerre, révolution*, Maspero, 1970, p. 85)

Comme les autres travailleurs du monde, ceux de ce pays tentent de résister, tous les jours, à l'exploitation, à l'oppression et au militarisme. Il leur faut s'organiser pour mettre les syndicats à leur service et se doter d'un parti qui exprime leurs intérêts quotidiens et historiques.

26 mars 2024



## Fonction publique : aucune concertation du projet Macron-Guerini !

Partout dans le monde, la vague inflationniste touche les travailleurs. En France, la hausse des prix de 5,2 % en 2022 puis 4,9 % en 2023 conduit à une perte de pouvoir d'achat. À l'opposé, les grands capitalistes sont toujours plus riches. Alors que Macron et Lemaire réduisent, en février, les dépenses publiques de 10 milliards d'euros, les profits 2023 du CAC40 s'élèvent à plus de 140 milliards pour la 3<sup>e</sup> année consécutive. Le délabrement des écoles publiques et l'attaque du « choc des savoirs » avec un tri social au collège illustre la politique des Macron, Attal et Guerini.

Pour 5,7 millions de fonctionnaires, le gouvernement gère l'État capitaliste en patron. La hausse de 3,5 % en 2022 puis 1,5 % en 2023 du point d'indice (qui calcule le salaire) ne compense pas l'inflation. S'appuyant sur la loi de transformation de la fonction publique de 2019, Macron s'attaque au statut et aux salaires des fonctionnaires. En mars 2022, l'ancien secrétaire de la CGT banques, Jean-Dominique Simonpoli remet, avec Paul Peny, un rapport proposant une « rémunération socle » pour le salaire de base et des « accélérateurs » pour les plus méritants. Au printemps 2023, les directions syndicales « attendent une véritable négociation, précédée par un accord de méthode » (Intersyndicale fonction publique, 11 mai 2023). S'en suivent des mois de rencontres et de « groupes de travail » en vue d'un projet de loi.

*Emmanuel Macron a annoncé que « le principal critère d'avancement et de rémunération » des fonctionnaires « devra être, à côté de l'ancienneté, le mérite, en tout cas bien davantage qu'aujourd'hui ».* (Le Monde, 18 janvier)

En 2021, ces primes représentent plus de 23 % des revenus bruts et le mérite est déjà un critère d'avancement dans la carrière. Mais cela ne suffit pas. En dehors de la police, de l'armée et des ministres, toujours protégés, les

salariés de l'État doivent être plus flexibles et mis en concurrence : 18 % des fonctionnaires sont en CDD et l'écart de salaire hommes-femmes est de 14 %. Renommé au gouvernement, Guerini propose « des plans d'intéressement collectifs au mérite dans la fonction publique » et attaque : « S'il y a une réelle insuffisance professionnelle, ça semble logique de pouvoir licencier un agent » (France Inter, 11 février). Sa méthode reste d'associer les directions syndicales.

*Il n'y aura pas de mesure cachée, je mettrai tout sur la table, et on va tout concerter.* (Stanislas Guérini, France Inter, 11 février 2024)

Celles-ci sont toutes soumises et veulent « ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières » (Intersyndicale fonction publique, 28 février). Après l'âge de la retraite à 64 ans, les travailleurs ne peuvent attendre que des coups du pouvoir en place. Les représentants syndicaux n'ont rien à faire dans ces « concertations ». Ne siège pas !

Depuis fin février, en Seine-Saint-Denis, le ras-le-bol saisit enseignants et parents devant le manque de moyens et d'enseignants et le tri social programmé par le « choc des savoirs » (groupe de niveaux, sélection pour entrer au lycée...). Le 7 mars, la grève est majoritaire dans le 93 et plus de 4 000 manifestants sont au ministère. Cette lutte ne doit pas rester isolée. Les conditions dégradées et les revenus au mérite des « pactes » enseignants (travailler plus pour gagner plus) sont déjà une réalité.

La responsabilité des directions syndicales de l'éducation est de préparer et d'appeler à la grève générale du secteur pour abroger le « choc des savoirs », annuler les suppressions de postes, arracher des moyens pour le droit aux études. Pour y parvenir, les travailleurs de l'éducation doivent se réunir partout en assemblées générales et chercher à coordonner la lutte nationale par l'élection de délégués pour diriger leur lutte. C'est la seule voie pour être solidaire de la lutte de Seine-Saint-Denis et gagner.

Le retrait du projet Macron-Guerini passe par la rupture des concertations avec le gouvernement. Pour le rattrapage du pouvoir d'achat, les 400 euros pour tous, l'indexation des salaires sur l'inflation, la titularisation des précaires, les travailleurs ne peuvent pas être menés en bateau par des journées d'action impuissantes comme lors du printemps dernier. Seule la préparation sérieuse d'une grève totale jusqu'à satisfaction ouvre une perspective pour vaincre le gouvernement et son projet de loi.



# Agriculture : où mène le capitalisme ?

En janvier-février, des manifestations paysannes se sont multipliées dans plusieurs pays européens, Pays-Bas, Allemagne, France, Espagne, Italie, Roumanie, Pologne, Grèce... Les médias, les politiciens et les organisations à la tête de ces mobilisations les présentent comme émanant des « agriculteurs ». En réalité, l'agriculture recouvre trois classes sociales :

1. une minorité capitaliste qui exploite des salariés,
2. une minorité importante de prolétaires,
3. une majorité relative de travailleurs indépendants qui se situe entre les deux.

Si de nombreux paysans (3) ont bloqué les routes et envahi les hypermarchés, les ouvriers agricoles (2) n'ont jamais cessé le travail et les capitalistes agrariens (1) ont tiré les marrons du feu.

## Macron, Attal et Fesneau aux petits soins avec la FNSEA

Lors des dernières élections aux chambres d'agriculture, la FNSEA (contrôlée par LR) a obtenu 52 % des suffrages, la Coordination rurale (où le RN intervient) 21 %, la Confédération paysanne (partagée entre PS, EELV et LFI) 19 %, le MODEF (dirigé par le PCF) 1,4 %.

Ces organisations dénoncent la concurrence « déloyale » en provenance de pays extérieurs à l'UE comme sur le poulet brésilien, les céréales ukrainiennes, l'agneau néo-zélandais, etc. mais aussi parfois celle interne à l'Union européenne, des paysans faisant la chasse aux produits d'origine UE dans les supermarchés ou en jetant les fruits et légumes de camions venus d'Espagne. Elles réclament une meilleure rémunération de leur production, des subventions et des allègements de charges, une diminution des contrôles et, sauf la Confédération paysanne, des contraintes environnementales.

En France, le gouvernement Macron-Attal-Fesneau a retenu sa gendarmerie, sa police et sa justice, qui ont fait preuve d'une grande mansuétude pour les paysans alors qu'il y a eu des manifestations en défense des retraites, les gilets jaunes ou bien les militants écologistes étaient chargés sans ménagement.

*On ne répond pas à la souffrance en envoyant des CRS.*  
(Gérald Darmanin, TFI, 25 janvier 2024)

Macron, Attal et le ministre Fesneau ont cédé précipitamment aux demandes de la FNSEA et de son appendice les Jeunes agriculteurs, voire de la Coordination rurale : annulation de l'augmentation de la taxation du gazole non routier, « simplification » des réglementations, mise en pause d'abord du plan Ecophyto réglementant l'utilisation des pesticides, puis suppression des normes françaises

plus exigeantes que les normes européennes, abandon en accord avec l'échelon européen de l'obligation de mise en jachère de 4 % des surfaces cultivées pour préserver la biodiversité, instauration de prix plancher par produit...

La rigueur budgétaire prêchée par Le Maire a soudain disparu puisque des aides d'urgence massives à diverses filières ont été annoncées. Manifestement, le gouvernement cherche à toutes forces à regagner l'appui de la paysannerie en évitant qu'elle ne succombe aux sirènes du RN.

## Le joug du capital sur l'agriculture

Il y a belle lurette que l'agriculture est passée sous le joug du capitalisme, avec tout ce que la logique du profit implique comme asservissement du travail humain et destruction de la nature.

*La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent en commun. Si elles se différencient au début en ce que l'une gaspille et ruine davantage la force naturelle de l'homme et l'autre la force naturelle de la terre, elles se tendent la main plus tard, le système industriel appliqué à la terre venant à son tour exténuer la force de travail, et l'industrie et le commerce intervenant pour procurer à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre.*  
(Karl Marx, *Le Capital*, livre I, 1867, ch. 15, ES, 1976, p. 359)

Le capital industriel et le capital financier imposent facilement leurs conditions aux producteurs.

*Le commerce mondial de céréales est assuré par seulement quatre grandes compagnies géantes : Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. Non contentes de contrôler 90 % du commerce mondial de céréales, ces transnationales s'accaparent désormais des terres, fournissent semences et engrais aux fermiers, achètent leurs céréales puis les transportent par bateaux, les stockent et les revendent sur des marchés boursiers Bourse de Chicago et Euronext.* (*L'Humanité magazine*, 14 février)

Lactalis, 1<sup>er</sup> groupe laitier mondial avec un chiffre d'affaires de plus de 28 milliards d'euros en 2022, dicte aux agriculteurs en France son prix d'achat actuel de 425 euros les 1 000 litres de lait, ce qui ne couvre pas les coûts de production des petites et moyennes exploitations en plaine, en dépit des subventions de la PAC qu'elles perçoivent. On trouve aujourd'hui le litre de lait UHT en grande surface autour de 1 euro et évidemment les industriels qui l'ont transformé comme les distributeurs qui le vendent jurent leurs grands dieux que leurs

marges sont infimes. Selon le rapport au Parlement 2022 de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, en 2021, la part du coût de la matière première pour le lait UHT demi-écrémé représente 35,4 % (-2,5 points par rapport à 2020), la marge brute de l'industrie 41,8 % (+2,4 points) et la marge brute de la distribution en grandes et moyennes surfaces 22,9 % (+0,1 point).

Pour qu'un agriculteur, quel qu'il soit, puisse vivre de son travail, il faut que le prix de vente couvre ses frais de production et intègre son bénéfice. Mais les frais par volume de production sont très différents, pour une même production, selon la fertilité des sols, la taille de l'exploitation, sa mécanisation, etc. Cependant, le prix de vente moyen, par exemple d'un kilo de carottes, sera fixé autour des coûts de production de l'exploitant le moins rentable, augmenté de son bénéfice, pour autant que sa production reste absolument nécessaire pour subvenir aux besoins de la population.

Mais l'accumulation du capital et les progrès de la productivité dans l'agriculture, la concurrence, la pression de l'industrie agroalimentaire, des distributeurs poussent à la baisse du prix de vente moyen et rendent les fermes les moins performantes superflues et non rentables. Le prix de vente moyen du kilo de carottes baisse alors en se réajustant autour des conditions d'exploitation un peu plus performantes. L'agriculteur qui cultive des carottes dans une exploitation beaucoup plus productive vend également son kilo de carottes autour du prix de vente moyen, alors même qu'il lui coûte beaucoup moins cher à produire. Il en tire donc, en plus du profit moyen déjà contenu dans le prix de vente d'un kilo de carottes, un surprofit plus ou moins important, que Marx appelle, après Ricardo, la rente foncière. Cette rente foncière est supportée au bout du compte par le consommateur. Ce phénomène explique à un bout la course à la productivité, à la grande exploitation (et à l'enrichissement de leur propriétaire) et à l'autre bout la disparition des petites exploitations.

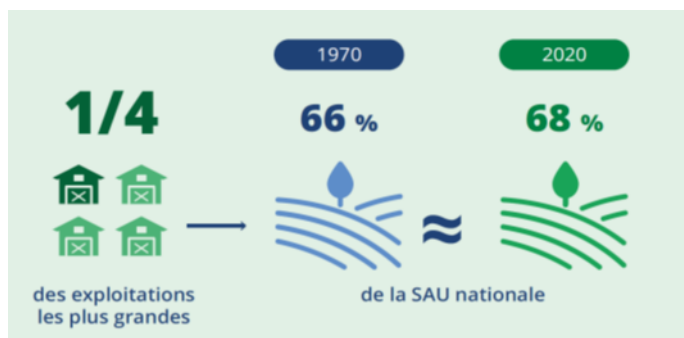
Cette tendance fondamentale peut être plus ou moins contrariée par divers événements et divers mécanismes. Si une sécheresse survient, si la guerre interrompt les livraisons, l'insuffisance temporaire de l'offre permet au prix de marché de s'élever au-dessus du prix de production. L'agriculteur ou l'éleveur peut aussi parfois orien-

ter sa production vers des qualités de produits dont le prix de vente moyen est supérieur, en bio, en appellation d'origine contrôlée, etc. Mais même dans ce cas, le prix de vente moyen de cette nouvelle production ne peut totalement échapper à la loi de la valeur, à l'influence dominante du prix de production moyen du même produit de qualité ordinaire qui est beaucoup plus répandu. Un kilo de carottes « bio » ne peut se vendre le double ou le triple d'un kilo de carottes ordinaires car il ne trouvera plus preneur.

S'agissant de la France, un rapport d'avril 2022 du ministère de l'agriculture sur l'évolution des revenus agricoles sur la période 1998-2020 permet d'y voir un peu plus clair. Dans ce laps de temps, le nombre d'entreprises agricoles a baissé de 60 % et la population active agricole a diminué de 50 %, alors que la surface agricole totale utilisée n'a baissé que de 7 %. Cela signifie mécaniquement un accroissement de la surface par exploitation. En effet, la taille des exploitations a été multipliée par 2,5, passant de 28 à 69 hectares en moyenne. D'un côté, le nombre de grandes et de moyennes exploitations augmente de près de 20 %. Le poids économique des 77 000 « grandes exploitations » (production brute annuelle supérieure à 250 000 euros en 2020 sur 136 hectares en moyenne) pèse 53 % de la production brute totale. Les « moyennes exploitations » (production brute annuelle comprise entre 100 000 et 250 000 euros sur 99 hectares en moyenne) fournissent 33 % de la production brute totale. À l'autre bout, les « micro-exploitations » (production brute annuelle moyenne de 8 000 euros sur 12 hectares en moyenne) et les « petites exploitations » (production brute annuelle comprise entre 25 000 et 100 000 euros sur 48 hectares en moyenne) sont passées de 86 % du total des exploitations agricoles en 1988 à 54 % en 2020, ne réalisant respectivement plus que 2 % et 14 % de la production totale.

Diminution du nombre d'exploitations et accroissement des surfaces s'accompagnent d'une spécialisation de plus en plus poussée des productions (notamment dans le domaine des céréales, au détriment de la mixité éle-

	1990	2020	Evolution
Capital (actif moyen par exploitation)	300 199 €	476 500 €	+59%
Richesse produite par exploitation	65 247 €	85 300 €	+31%
Nombre d'emplois agricoles par exploitation	1,73	1,99	+15%
Intensité en capital (€ mobilisés pour produire 10 000 € de richesse)	46 010 €	55 860 €	+21%





vage/production végétale), de l'augmentation de plus en plus importante des investissements en machines et installations agricoles onéreuses, ce qui implique le recours aux emprunts et renforce la dépendance des agriculteurs au capital financier des banques. Les formes juridiques d'exploitations agricoles se modifient également. Une partie des grandes exploitations sont devenues des « firmes » caractérisées par de gros investissements financiers de capitaux extérieurs à l'agriculture, un emploi salarié important, une logique industrielle, etc. qui représentent en 2020 environ 10 % du nombre d'exploitations et 30 % de la production brute totale. Du côté des petits agriculteurs, les formes « sociétaires » impliquant une coopération plus ou moins étendue entre les participants se sont développées, type GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) représentant 11 % des exploitations ou EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée), 19 % des exploitations.

### Selon que vous serez puissant ou misérable...

Paradoxalement, la Commission européenne indique que le revenu agricole moyen par actif de l'UE de 2021 est en hausse de 56 % par rapport à celui de 2013, dépassant de loin l'inflation pour la même période qu'elle chiffre à 9,4 %. Il est vrai que ces chiffres ne tiennent pas compte de la crise inflationniste survenue à partir de la mi-2021, de l'augmentation des coûts de l'énergie, des engrais, de l'alimentation pour les animaux d'élevage... Mais cette hausse du revenu agricole moyen provient moins de l'augmentation des prix des productions agricoles que de la diminution continue du nombre d'actifs alors que la production augmente ou se maintient dans la plupart des cas. D'autre part il ne s'agit que d'une moyenne, toutes filières confondues et surtout tous agriculteurs confondus, paysans d'un côté, grands exploitants de l'autre. Qu'y-a-t-il de commun en effet entre le paysan à qui vous achetez une salade ou une botte de carottes sur le marché et Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA ?

*La crise agricole s'est, semble-t-il, arrêtée aux portes de l'empire d'Arnaud Rousseau (50 ans), le leader du syndicat majoritaire du secteur, la FNSEA, et président du conseil d'administration d'Avril Gestion, la société qui opère la gestion du puissant groupe agroalimentaire, Avril. Ce géant français des huiles et protéines végétales (Lesieur, Puget...) surfe même sur des résultats records, grâce à la hausse des prix des matières premières de son secteur (colza, tournesol) et a ainsi vu son excédent brut d'exploitation bondir de +64 % pour atteindre 585 millions d'euros en 2022... Avril a même profité de la crise pour diversifier son portefeuille. Rien qu'en 2022, le groupe a acquis six sociétés, dont le transformateur de riz et légumes secs Soufflet Alimentaire (marque Vivien Paille), l'autrichien Vegini (protéines végétales) ou encore la startup Eccellenza Italia (sauces Italiens do it better), bien implantée en grande distribution... Un empire de l'agroalimentaire*

*qui pesait 9 milliards d'euros de chiffre d'affaires (+32 % sur un an) en 2022. (Capital, 1<sup>er</sup> février 2024)*

Si le président de la FNSEA ne semble pas avoir de problèmes de fin de mois, ce n'est pas le cas de tous les agriculteurs. On a beaucoup entendu parler de la misère des « salaires » que certains agriculteurs parvenaient à grand peine à se verser, voire de leur absence totale. Certains agriculteurs sont en effet pauvres (16 %) même si la proportion est moindre que chez les travailleurs privés d'emploi (35 %).

Sans remettre en cause la bonne foi des témoignages, il faut cependant indiquer que, si les revenus sont plus variables que ceux des salariés :

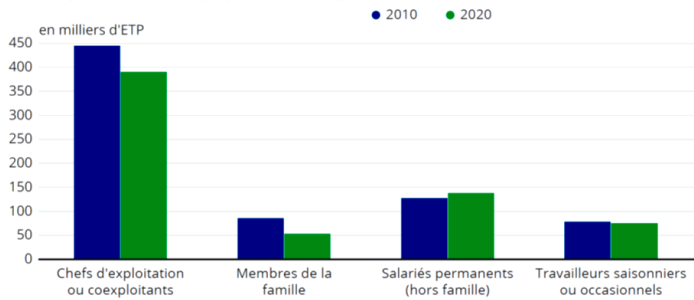
- parfois, leur niveau de vie est amélioré par la consommation de leur propres produits (ce qui est exceptionnel pour les salariés) ;
- leurs prestations sociales (en particulier les pensions de retraite) sont en partie financées par les salariés (par le biais de transferts du régime général de la sécurité sociale à la MSA) ;
- leur patrimoine est généralement plus important que celui des ouvriers et des employés qui ont un revenu équivalent, car ils sont propriétaires de leur entreprise (terres, bâtiments, équipements, cheptel...) ;
- le bénéfice que dégage un agriculteur ne constitue qu'une partie de ses revenus.

*Déduction faite des impôts directs payés par les ménages, le revenu disponible des ménages d'exploitants agricoles s'élève en 2020 à 49 600 euros en moyenne. Il provient à hauteur d'un tiers de revenus tirés de l'exploitation agricole. Un peu moins de la moitié (45 %) du revenu disponible provient d'autres revenus d'activité professionnelle (essentiellement des revenus d'activité salariée, perçus par l'exploitant ou les autres membres de son ménage) et un cinquième (22 %) de revenus du patrimoine, par exemple des loyers de terres louées. (INSEE, Transformations de l'agriculture, 27 février 2024, p. 18)*

Le niveau de revenu dépend, entre autres, de l'emplacement géographique, de la taille et de l'activité. Le taux de pauvreté est plus bas dans les rangs des viticulteurs (11,5 %), dans les grandes cultures, comme les céréales, les betteraves et les pommes de terre (12,2 %) ou les éleveurs porcins et de volailles (13,5 %). Mais, là encore, les moyennes par filière ne rendent pas compte de l'extrême hétérogénéité des revenus selon la taille des exploitations.

*Concrètement, pour un revenu moyen de 56 014 euros, on constate que 25 % des agriculteurs dépassent les 90 000 euros et 10 % les 150 000 euros. Les revenus de plusieurs centaines de milliers d'euros annuels ne sont pas rares, notamment parmi les dirigeants actuels de la FNSEA, qui cumulent souvent*

### ► 1. Équivalents temps plein (ETP) agricoles en 2010 et en 2020



INSEE, 27 FÉVRIER 2024

*leur activité d'exploitant-manager avec celle d'actionnaire dans l'agro-industrie. À l'autre bout de l'échelle, les 10 % des agriculteurs les moins rémunérés se situent à moins de 15 000 euros, soit, dans de nombreux cas, très au-dessous du smic horaire compte tenu des journées à rallonge.* (Thomas Piketty, *Le Monde*, 24 février 2024)

Et il existe aussi des « invisibles », les ouvriers agricoles, qui ne sont ni dans les interviews ni sur les barrages, et pour cause puisque ce sont leurs employeurs qui les tiennent. Ils sont soit salariés permanents, soit sous contrats saisonniers ou occasionnels.

Ce prolétariat agricole représente un tiers de l'effectif de ce secteur. Leurs syndicats dénoncent des conditions de vie, notamment d'hébergement, indignes, des salaires autour du SMIC pour des semaines à rallonge puisqu'il existe des dérogations sur le temps de travail, et ils se heurtent à l'intransigeance du patronat dans la branche agricole représenté par... la FNSEA. En plus des conditions d'exploitation, c'est sur lui que repose en premier lieu les risques liés à l'usage des pesticides et autres produits phytosanitaires et d'accidents du travail : en 2022, 51 accidents mortels et 5 071 accidents du travail graves non mortels pour les salariés ; 101 mortels et 1 731 graves pour les non-salariés (MSA, *Réunion de conjoncture*, 8 décembre 2023).

Une partie de ces ouvriers agricoles, essentiellement des saisonniers, entre 20 et 25 %, est constituée de travailleurs étrangers, encore plus exploités, dont le gouvernement vient d'ailleurs de faciliter le recrutement à la demande de la FNSEA puisque le secteur est reconnu comme « sous tension ». La FNSEA, qui a un pied dans l'enseignement agricole, revendique également haut et fort un assouplissement des règles protégeant les jeunes en apprentissage dans les exploitations agricoles.

### La lutte entre les différentes fractions du capital se fait au détriment de l'agriculture

Globalement, la rentabilité du capital investi dans le domaine agricole proprement dit est faible, de l'ordre de 2 %, en comparaison de celle beaucoup plus forte extraite des investissements industriels. Le capital tire plus

de profits dans la transformation industrielle des produits agricoles que dans leur production proprement dite.

Le capital industriel, commercial et financier domine dans les arbitrages que les États bourgeois qui incarnent les intérêts généraux de leur bourgeoisie passent entre eux et vis-à-vis des autres pour s'ouvrir les marchés mondiaux. Non sans tiraillements entre les bourgeoisies, entre les différentes fractions du capital à l'intérieur de chaque pays, entre le poids respectif des capitaux dans les différentes filières agricoles enfin. L'impérialisme français est la première puissance agricole de l'UE, mais n'est pas l'impérialisme le plus puissant de l'UE. Si le solde de sa balance commerciale agricole reste positif, il se dégrade. De plus sa balance commerciale agricole intra-européenne est déficitaire depuis 2018. Son agriculture fout le camp...

*Rarement la balance commerciale agricole française aura été en aussi mauvaise posture. Son solde est demeuré positif en 2023, mais il a effectué un plongeon spectaculaire, à 1,2 milliard d'euros, soit quatre fois moins que l'année d'avant, selon les chiffres des douanes publiés ce mercredi. Les exportations (19,1 milliards d'euros), entamées par des pertes de marché en Afrique, ont fondu de 15 % l'an passé. Les importations ont moins augmenté que sur les deux années précédentes, à +1,3 %. (Les Échos, 7 février 2024)*

En revanche, la balance commerciale agroalimentaire concernant les produits transformés industriellement ne pâtit pas de cette dégringolade et reste solide, avec un excédent de 5,6 milliards d'euros pour 2023, similaire à 2022.

À l'intérieur de l'UE, ce sont des nouveaux entrants, Pologne, Roumanie, qui ont les couts du travail les plus faibles. Inexorablement, la production de la « matière première » agricole est privilégiée dans les pays où le cout du travail est plus faible ou la productivité plus grande, malgré le cout des transports qui s'ajoute.

La tendance qui a prévalu depuis plusieurs années dans l'UE a été de privilégier l'exportation des produits industriels et des capitaux et d'ouvrir en contrepartie le marché européen aux importations agricoles à bas prix. C'était déjà l'objectif du CETA entre l'UE et le Canada, voté par le Parlement européen en 2017 et ratifié par la France en 2019. C'est l'objet du traité de l'UE avec la Nouvelle-Zélande signé en novembre 2023 qui prévoit à terme une suppression totale des droits de douane sur de nombreux produits agricoles : kiwis, pommes, oignons, miel... et des contingents significatifs sur la viande ovine (38 000 tonnes) et bovine (10 000 tonnes), le beurre (15 000 tonnes), le fromage (25 000 tonnes) et le lait en poudre (15 000 tonnes).

Le traité avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), conclu en juillet 2019 et toujours pas ratifié, illustre parfaitement ces contradictions. Aujourd'hui, la bourgeoisie allemande pousse à sa ratification tandis que la bourgeoisie française renâcle.

*Il vise surtout à faciliter les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Amérique du Sud en supprimant progressivement la quasi-totalité des droits de douane appliqués aux exportations de l'UE vers le Mercosur. Il prévoit aussi un important quota d'importation de viande bovine. (Le Monde, 31 janvier 2024)*

Le PCF et LFI n'y répondent pas par les mots d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe, de l'expropriation du capital agraire, commercial, industriel et bancaire, mais tentent de renchérir en chauvinisme avec le RN et Reconquête.

*C'est de la concurrence déloyale imposée par des traités de libre-échange. (Fabien Roussel, C News, 23 janvier 2014)*

*Je soutiens les agriculteurs qui protestent contre ce qu'ils considèrent comme une concurrence déloyale dans le cadre du libre-échange. (Jean-Luc Mélenchon, BFM TV, 28 janvier 2024)*

## L'agriculture vit sous perfusion de l'Union européenne

En France, le revenu des agriculteurs est largement socialisé, même si leurs organisations entretiennent toutes le mythe paysan de travailleurs indépendants.

En particulier, les aides de la politique européenne commune (PAC) représentent pour certaines filières l'essentiel des revenus.

La PAC, qui représente encore le plus gros budget européen, 387 milliards d'euros sur la période 2021-2027, a essentiellement bénéficié aux plus grandes exploitations et a donc favorisé le mouvement de concentration. La France, premier pays producteur agricole européen, en est le premier bénéficiaire. Le but de la PAC consiste surtout à subventionner directement le producteur pour compenser la différence entre ses coûts de production et les cours. Sans l'aide de la PAC, la plupart des producteurs ne tiendraient pas le choc.

Si 90 % des exploitations agricoles touchent des subventions de la PAC en France, toutes ne sont pas logées à la même enseigne. La PAC est allouée à l'hectare, avec toutefois une pondération sur les revenus par filière qui aboutit par exemple à attribuer à la filière bovin-viande, qui a les revenus les plus faibles, le plus d'aides de la PAC. Selon le ministère de l'agriculture, 20 % des agriculteurs possèdent 52 % des terres agricoles et touchent 35 % des aides de la PAC. Toutefois, en « euros constants » (en tenant compte de l'inflation), ces aides de la PAC diminuent depuis le début des années 2000. Soute-

nir le secteur agricole à bouts de bras, fût-il dominé par de puissants capitalistes, n'est plus la priorité de nombreuses bourgeoisies européennes, dont la plus puissante, l'Allemagne.

La révolte trouve là une de ses sources. Les capitalistes du secteur poussent à l'action les paysans travailleurs, la cohorte des petits et moyens paysans qui croient défendre leurs intérêts, mais pour finir ne feront qu'accroître le profit des gros exploitants à leurs dépens. Jusqu'au début des années 1990, la PAC fonctionnait avec des prix garantis aux agriculteurs. Résultat : une surproduction phénoménale, achetée de toutes façons et stockée ensuite, puis détruite la plupart du temps, au plus grand bénéfice des grands producteurs !

Aujourd'hui, les bourgeoisies européennes, toutes confrontées peu ou prou à des mouvements de protestations de leurs agriculteurs, ont choisi de donner une plus grande latitude à chaque État pour distribuer la PAC qu'il perçoit selon ses propres critères, ce qui en fait un instrument supplémentaire de protectionnisme déguisé interne à l'UE, tout comme la liberté laissée à chaque État de déroger jusqu'à un certain point aux règles environnementales pourtant adoptées en commun.

## Le mirage des prix garantis dans le cadre du capitalisme conduit au protectionnisme

Une des revendications centrales de la Confédération paysanne est de bénéficier de prix de vente garantis par produit. C'est aussi la position du PS, de LFI et du PCF.

*Nous proposons de mettre en place des conférences permanentes territoriales, associant des représentants de la profession agricole, des industriels, des distributeurs, mais aussi les pouvoirs publics et de la société civile. Ces conférences auraient pour but de déterminer un prix d'objectif, soit un prix d'achat des produits agricoles couvrant les coûts de production et rémunérant dignement l'agriculteur. (PCF, Communiqué, 20 janvier 2024)*

Suivis par les adjoints de LFI : NPA-AC, POI, PCOF...

*Les paysans peuvent compter sur les militants, les députés de LFI qui revendiquent des prix plancher, la fin des accords de libre-échange. (POI, Contribution, 24 janvier 2024)*

Le POID-PT prétend même que le prix garanti est la revendication... des « salariés agricoles »

*Pour la garantie d'un prix d'achat des produits agricoles permettant aux petits agriculteurs et salariés agricoles de vivre de leur travail. (PT, Communiqué, 25 janvier 2024)*

Mais est-il surprenant de la part de « trotskystes » qui défendent « la nation » d'aligner le prolétariat sur la petite bourgeoisie ?

*Traiter le prolétariat simplement comme moitié des travailleurs, cela déterminerait des conséquences*

*vraiment fatales, car le caractère révolutionnaire et de classe du parti se dissoudrait dans un amorphe Parti des travailleurs...* (Léon Trotsky, « Les communistes et les paysans en France », *L'Humanité*, 22 avril 1922)

Un système de prix garantis ou de prix planchers maintient la tête hors de l'eau du petit exploitant, qui est en général celui qui a les conditions de production les moins bonnes, en lui offrant la couverture de ses coûts de production augmenté d'un bénéfice suffisant pour vivre. S'il freine la tendance à la baisse des prix des produits agricoles et même les augmente, du même coup, il garantit aux plus gros exploitants, aux plus rentables, ceux qui produisent bien en dessous des prix garantis ou planchers, une rente foncière encore plus importante qu'auparavant tandis qu'il en fera peser le poids sur le consommateur.

De plus, ce système ne peut fonctionner bien longtemps car il suppose que la concurrence des mêmes produits, moins chers, en provenance de l'UE ou d'ailleurs soit écartée, sinon le « *patriotisme* » supposé du consommateur trouvera rapidement ses limites devant les écarts de prix. Il est totalement illusoire de penser qu'un système de prix garantis puisse être mis en œuvre à l'échelle de l'UE, compte tenu des écarts de coûts entre les différents pays et de la concurrence entre les bourgeoisies.

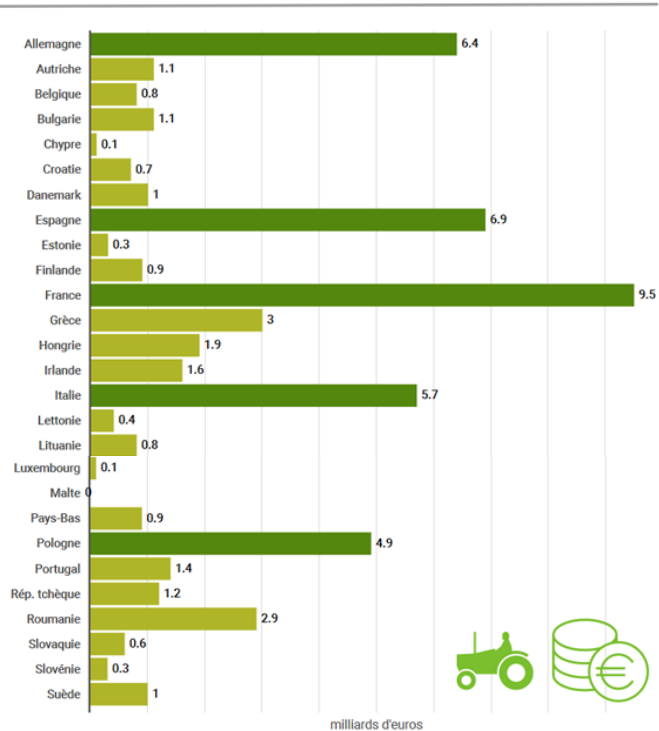
Ainsi, dans le cadre de l'économie capitaliste, la paysannerie est livrée, soit à la concurrence la plus féroce avec

son cortège de laissés pour compte, et les quelques ajustements temporaires ne pèsent rien en face de la puissance de la logique capitaliste, soit à la protection illusoire derrière des barrières qui ne feront que précipiter la survenue de crises plus graves encore. Cependant, le mirage du protectionnisme attire comme un aimant la plupart des petits et moyens paysans pris à la gorge qui y voit désormais leur seule planche de salut.

La FNSEA comme la Coordination rurale protestent contre l'interdiction ou la restriction, ici, de l'usage de différents pesticides alors qu'ils sont autorisés là-bas. Seule la Confédération paysanne ne s'oppose pas aux mesures environnementales. D'une part, il est curieux de revendiquer comme une liberté fondamentale le droit d'empoisonner les gens et les sols sous prétexte que les concurrents le font aussi... mais n'est-ce pas la « logique » du capital ?

D'autre part, ceci n'est qu'un des aspects d'une revendication plus globale reprise en chœur par toutes les organisations agricoles, Confédération paysanne comprise, celle de la souveraineté alimentaire impliquant d'interdire la « *concurrence déloyale* », de « *produire et de consommer français* » ! En réalité, le protectionnisme sous toutes ses formes, national ou européen, apparaît comme la seule planche de salut pour les filières agricoles qui sont en perte de vitesse et se trouvent asphyxiées par la concurrence capitaliste qu'elles-mêmes défendent si d'aventure elles ont la capacité de conquérir des marchés, qu'ils soient européens ou autres. C'est ce qu'a parfaitement compris le RN qui trouve là un terrain favorable.

Répartition des aides de la PAC en 2022 (en milliards d'euros)



## Quelles perspectives défendre ?

Partout dans le monde, l'agriculture du capitalisme (celle que défend en réalité la FNSEA) contribue au réchauffement climatique, appauvrit la diversité biologique, pille l'eau et dégrade la fertilité des sols, au détriment des paysans.

Les salariés des zones rurales sont au contact des paysans travailleurs et ont souvent des liens familiaux avec eux. Les travailleurs urbains regardent avec sympathie le sort des dizaines de milliers de petits agriculteurs qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, mais sont eux-mêmes confrontés à une forte hausse des prix des produits alimentaires. La situation leur échappe. Quelle orientation le prolétariat doit-il défendre sur la question agricole, pas seulement pour la défense de ses propres intérêts, pas seulement pour gagner les ouvriers agricoles et s'assurer, sinon du soutien, du moins de la neutralité bienveillante des petits exploitants, mais au compte de toute la société, pour remettre la production agricole comme la production industrielle sous le contrôle des producteurs eux-mêmes, pour la satisfaction des besoins et non plus la recherche du profit ?

L'agriculture n'a pas d'avenir dans le cadre du maintien du capitalisme, autre que la poursuite et l'aggravation à la fois des crises, mais aussi de ses tares, course folle au rendement au mépris de toutes autres considérations, productions anarchiques et surproduction, dégradations multiples de l'environnement, concentration de la richesse entre quelques-uns et appauvrissement pour le plus grand nombre, etc. La classe ouvrière prenant le pouvoir remettra l'agriculture sur ses pieds comme elle le fera pour l'industrie, c'est-à-dire qu'elle donnera à l'agriculture comme à l'industrie pour seule mission de satisfaire les besoins humains. En expropriant les groupes industriels comme les groupes agro-alimentaires, les grandes exploitations comme les grands distributeurs et les banques, le gouvernement ouvrier prendra le contrôle de l'économie, délivrée de la course au profit. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui définiront au mieux à la fois les besoins à satisfaire et les moyens à employer. Il faut tordre le cou à de fausses solutions qui, sans remettre en cause le capitalisme, font florès dans la petite-bourgeoisie.

En restant dans le cadre du capitalisme, ni les circuits courts, ni le bio ne sauveront l'agriculture des ravages de la course au profit ; il les a d'ailleurs déjà parfaitement intégrés dans son système aux côtés des productions conventionnelles. D'autre part, produire une alimentation de qualité accessible à tous ne se règlera pas par une multiplication de petites exploitations, même bio. Non que les pratiques et recherches d'une agriculture biologique respectueuse de l'environnement soient condamnables, au contraire. Mais l'horizon de la petite exploitation est nécessairement limité, d'autant qu'il asservit le petit paysan à des conditions de travail et de vie archaïques.

*Le régime de petits producteurs indépendants, travaillant à leur compte, présuppose le morcèlement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production... Il n'est compatible qu'avec un état de la production et de la société étroitement borné. L'éterniser, ce serait décréter la médiocrité en tout. Les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme socialisé, les producteurs associés, règlent rationnellement le métabolisme que constituent leurs échanges avec la nature, qu'ils le contrôlent ensemble au lieu d'être eux-mêmes dominés par lui comme ils le seraient par une puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, rédigé de 1863 à 1883, ch. 48, ES, 1976, p. 742)*

Il faudra au contraire encourager le regroupement, la coopération, et même les grandes exploitations, mais

gérées, organisées avec le meilleur des connaissances techniques et scientifiques pour produire en quantité suffisante sans ravager ni la santé des hommes, ni la biodiversité, ni les sols.

Les ouvriers et techniciens agricoles font partie du prolétariat mais ne jouent pas un rôle important dans la lutte des classes à cause de leur dispersion. Le travailleur indépendant de l'agriculture, à de très rares exceptions près, reste éloigné des perspectives du socialisme. Le paysan se voit avant tout comme un entrepreneur, qu'il travaille seul sur sa propriété ou qu'il exploite famille et salariés sur des centaines d'hectares. Même si sa lutte pour survivre se heurte à Lactalis, à Leclerc ou à Bigard, le petit exploitant reste la plupart du temps fondamentalement attaché à la propriété du sol qui le fait vivre et ne voit pas d'autre horizon que le capitalisme.

La paysannerie aujourd'hui ne représente plus en France le même poids qu'elle avait au 19<sup>e</sup> ou même une grande partie du 20<sup>e</sup> siècle et encore moins dans la Russie de 1917. Mais les communistes doivent conserver à l'égard des paysans travailleurs la démarche que préconisait le fondateur de la 2<sup>e</sup> Internationale.

*Le problème est : comment s'y prendre pour gagner le petit paysan à notre cause. Le but n'est pas de le gagner superficiellement et provisoirement par des mesures qui semblent lui permettre de se maintenir...*

*D'abord, nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes nullement chargés de hâter cette disparition. Ensuite, lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrions songer à exproprier les petits paysans par la force. Nous aurons à les convaincre par l'exemple, et en mettant à leur disposition le concours de la société, de passer à l'exploitation collective.*

*L'essentiel est de leur faire comprendre que nous ne pouvons sauver et conserver leur propriété qu'en la transformant en une propriété et une exploitation coopératives. Car c'est précisément l'exploitation individuelle, fruit de la propriété individuelle, qui fait la perte des paysans. S'ils veulent conserver l'exploitation individuelle, ils seront nécessairement chassés de leur propriété, tandis que leur mode de production dépassé fera place à la grande exploitation capitaliste.*

*Offrir aux paysans la possibilité d'introduire la grande exploitation, non pour le compte capitaliste, mais pour leur propre compte commun, il ne serait pas possible de faire comprendre aux paysans que c'est dans leur intérêt, que c'est l'unique chemin de salut ? (Friedrich Engels, *La Question paysanne en France et en Allemagne*, 1894, ES, 1956, p. 24-25)*

13 mars 2024

# Immigration : abrogation de la loi Darmanin-Le Pen !

En juillet 2022, le gouvernement projette une restriction de circulation des étrangers. Pas contre la venue des riches, qui sont accueillis à Versailles par le président. C'est une guerre de classe contre les pauvres, qui aussi menée en interne de multiples manières : restrictions des droits des chômeurs, déremboursement des consultations et des soins, assouplissement des obligations des communes en matière de logement social, groupes de niveaux au collège, diminution des heures de cours au lycée professionnel...

C'est la 30<sup>e</sup> loi de ce genre en 40 ans. Leur multiplication n'empêche pas l'immigration. Leur résultat est de tuer davantage sur les trajets, de contraindre ceux qui parviennent sur le territoire à accepter la surexploitation, de diviser la classe ouvrière, de rogner les libertés démocratiques et de justifier l'hypertrophie d'un appareil de surveillance et de répression.

En novembre 2022, pour compromettre les partis parlementaires issus du mouvement ouvrier, les syndicats de salariés et les associations, le gouvernement organise des concertations. Aucun n'y manque.

Le 11 décembre 2023, le PCF, le PS et LFI forment à l'Assemblée nationale un bloc pourri avec des partis bourgeois (EELV, LR, RN) pour voter une « motion de rejet ». Les partis sociaux-patriotes se réjouissent stupidement : « Ça sent le bout du chemin pour Gérard Darmanin et sa loi immigration » (Jean-Luc Mélenchon, 11 décembre).

Comme il fallait s'y attendre, de la motion de rejet votée avec LR et le RN sort une loi pire que le projet initial. Elle est votée par le parlement le 19 décembre. Le 25 janvier 2024, le Conseil constitutionnel invalide plusieurs articles, soit parce qu'ils ne sont pas conformes à la constitution, soit parce qu'ils sont étrangers au projet (« cavaliers législatifs »).

Des crétiens parlementaires « se félicitent de la censure large du Conseil constitutionnel » (députés LFI, 25 janvier), d'autres expriment leur « satisfaction après la décision du Conseil constitutionnel » (Olivier Faure, PS, 25 janvier) ou prétendent qu'il s'agit d'une « baffe monumentale pour le gouvernement » (Ian Brossat, PCF, 25 janvier).



En réalité, l'État bourgeois et les partis « républicains » continuent à s'en prendre aux travailleurs étrangers, à préparer les succès électoraux des partis fascistes et faciliter les exactions des bandes fascistes. Le 11 février, le ministre de l'intérieur déclare à Mayotte que le gouvernement Macron-Attal va y supprimer « le droit du sol » (l'acquisition de la nationalité française par la naissance sur le territoire français). On ne sera français dans l'île que par le « droit du sang » (c'est-à-dire si on est né d'un parent français au moins).

La situation est explosive à Mayotte. La population venue du reste de l'archipel des Comores ou de l'est de l'Afrique continentale, bloquée dans l'île, a enflé considérablement. La misère et la concentration dans des bidonvilles ont inévitablement augmenté la délinquance et la criminalité. En outre, l'eau manque, l'enseignement public et l'hôpital sont débordés. Macron et Darmanin ont accru la répression policière (1 800 policiers et gendarmes, 24 000 expulsions, 1 600 cases détruites) sans assurer pour autant la sécurité. Le Pen est passée de 2,77 % des voix lors de l'élection présidentielle de 2012 à 42,68 % en 2022. Le parti fascisant réussit actuellement à tourner une partie de la population contre plus pauvre qu'elle.

Les lois xénophobes et la répression policière nuisent toujours à la classe ouvrière. En mai et en novembre 1938, le gouvernement Daladier (Parti radical, dont les députés avaient été élus grâce aux dirigeants du PS et du PCF en avril-mai 1936, au nom du « Front populaire ») a annulé les conquêtes de la grève générale de juin 1936 et désigné les étrangers comme responsables des difficultés. Un an après, il interdisait le PCF. Deux ans après, l'Assemblée nationale confiait le pouvoir au maréchal Pétain qui supprimait les élections, interdisait les grèves, dissolvait le PS et la CGT, livrait les Juifs à Hitler.

Le front unique ouvrier peut bloquer les projets du gouvernement et marginaliser le RN. La responsabilité de tous les partis et syndicats ouvriers est de combattre ensemble pour l'abrogation de la loi de division des travailleurs et pour le retrait du projet visant Mayotte. Régularisation de tous les sans-papiers ! Abrogation de la loi Macron-Darmanin-Ciotti-Le Pen ! Ouverture des frontières, démolition des centres de rétention, liberté pour les réfugiés, les travailleurs et les étudiants de circuler et de s'installer en France ! Égalité des droits pour tous ceux qui vivent en France !

Le capitalisme est pourrissant. Il faut un parti ouvrier révolutionnaire pour tracer une autre voie : expropriation du grand capital ! gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

13 février 2024

## Fête du NPA-Révolutionnaires à Lyon

En décembre 2022, l'appareil issu de la LCR scissionne le NPA. Le courant CR (issu de LO) dirige le NPA qui publie *Révolutionnaires*, sans avoir tenu de congrès depuis. CR bloque depuis un an l'adhésion collective des militants français du Collectif révolution permanent. Cependant, des camarades du Groupe marxiste internationaliste ont été invités aux fêtes du NPA-R à Toulouse le 2 mars et à Lyon le 23 mars et y ont participé dans une ambiance fraternelle.

### Atelier réformisme ou révolution

Dans l'atelier d'environ trente personnes, la conférencière ne mentionne jamais la crise mondiale de direction du prolétariat, le manque d'une internationale dans la tradition du bolchévisme, ce qui laisse aux bureaucraties syndicales et aux partis « réformistes » les mains libres pour défendre le capitalisme, comme lors de la défense ses retraites voici un an.

Pourtant, l'absence d'une direction révolutionnaire et la trahison des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière sont pour beaucoup dans le développement des partis cléricaux, xénophobes et fascistes dans le monde entier. En face, rien à part les vieux ou nouveaux réformistes (type LFI en France) avec des politiques très éloignées des besoins des travailleurs.

Il faut construire le parti déterminé et délimité qui permettrait à la classe ouvrière de peser et de se préparer à prendre le pouvoir. Il fonctionnerait selon le centralisme démocratique, le droit de tendance et de fraction, la démocratie ouvrière. Il aurait pour axe la dictature du prolétariat, il avancerait un programme réellement communiste et internationaliste pour aller au socialisme. C'est dans ce but, construire un parti communiste internationaliste, que le Groupe marxiste internationaliste a demandé en avril 2023 à entrer au NPA comme courant, à égalité de droits et devoirs avec les autres courants du NPA.

La discussion se poursuit sur les élections européennes, après le refus de LO d'une liste commune et le rejet prévisible (voir *Révolution permanente* sur la conférence de Milan, 2023, p. 4) par Lotta comunista de

s'associer en Italie à la campagne. Contre l'UE et contre le chauvinisme, il est indispensable d'avancer le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe.

Un intervenant souligne que le fascisme n'est pas imminent en France. C'est vrai, mais il faut répondre à la montée électorale du RN et de Reconquête, ainsi qu'à l'agressivité des groupes fascistes qu'elle encourage, pas seulement à Lyon. Contre eux et face à la violence policière, il faut défendre les grèves, les manifestations, les locaux, les meetings avec des services d'ordre et des milices ouvrières. C'est une des tâches d'un parti communiste révolutionnaire d'y aider.

### Atelier Palestine

Devant une petite trentaine de participants, le rapport introductif revient sur les conditions de la naissance et du développement du sionisme jusqu'à la situation actuelle. Des éléments justes, mais une présentation fautive des accords d'Oslo, décrits comme une sorte d'aboutissement pour le nationalisme palestinien qui serait ainsi parvenu à constituer un État, tout en soulignant ensuite les aspects très limités de cet État qui reste largement sous contrôle israélien.

La soumission de la direction de l'OLP à l'impérialisme et sa trahison du combat des Palestiniens est gommée. Avec pour conséquence que la percée du Hamas ensuite est expliquée uniquement par le soutien que lui a apporté l'État sioniste, et non pas par la combinaison du rejet de la politique de l'OLP par une partie des masses palestiniennes et les manoeuvres de l'État sioniste.

Les accords d'Oslo n'étaient en rien un aboutissement ni même un début de solution pour le peuple palestinien, mais une trahison, contrairement à ce qu'avaient expliqué et ce qu'expliquent encore tous les partis réformistes. En Palestine, il faut un parti révolutionnaire pour avancer la perspective, non pas de deux États, mais du démantèlement, de la destruction de l'État sioniste, condition indispensable pour ouvrir la voie à une seule Palestine, laïque, démocratique, multiethnique, même si cette perspective est

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP  
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....



aujourd'hui extrêmement minoritaire, surtout dans le prolétariat juif. Cette perspective, seul le prolétariat peut la réaliser en même temps qu'il combat pour un État de Palestine socialiste avec le but de rassembler les prolétariats des autres pays, Jordanie, Liban, Syrie, etc. dans les États-Unis socialistes du Proche-Orient. Tant que l'État sioniste n'aura pas été démantelé, il n'y aura pas de paix pour les Palestiniens, c'est la seule voie possible.

Un des rares « anciens » présents intervient alors pour expliquer que cela n'a plus de sens d'asséner de tels mots d'ordre, à moins de se prendre pour le Messie, et qu'il faut au contraire laisser les masses décider elles-mêmes de quelle solution doit être trouvée, un État ou deux États, au fur et à mesure de leur mouvement. Il faut donc comprendre que si les masses peuvent trouver toutes seules les mots d'ordre justes pour avancer jusqu'à la victoire, premièrement c'est que l'influence des forces bourgeoises qui combattent en leur sein est nulle ou négligeable et deuxièmement qu'il est donc parfaitement inutile de construire un parti révolutionnaire !

Un membre de LO intervient ensuite pour reprocher au NPA-R de ne pas se démarquer suffisamment du nationalisme palestinien. Il renvoie dos à dos le nationalisme israélien et le nationalisme palestinien et conclut que seul le prolétariat réalisant le socialisme et les États-Unis socia-

listes du Proche-Orient pourra régler la question et décider s'il faut un seul ou deux États. C'est la position traditionnelle de LO qui défend l'existence de l'État d'Israël, efface la contradiction fondamentale entre l'État colon d'un côté et le peuple colonisé de l'autre au nom de l'unité du prolétariat juif et du prolétariat palestinien.

Mais cette unité ne peut se réaliser que si le prolétariat juif combat lui-même pour démanteler son État colon, oppresseur des Palestiniens, et non pour le préserver au nom d'un sionisme de « gauche » car le sionisme est incompatible par nature avec les droits des Palestiniens.

Pour le rapporteur, se pencher aujourd'hui sur la question d'un seul ou deux États, c'est comme de discuter du sexe des anges. Il prétend que la perspective d'un seul État n'est pas si minoritaire en Israël puisqu'elle est défendue par la gauche socialiste israélienne, descendante du courant socialiste des kibboutz ! Comme si le Parti travailliste israélien n'avait pas fondé Israël, comme s'il n'était pas réduit à presque rien depuis plusieurs années.

Le conférencier termine en affirmant que les masses décideront elles-mêmes quelle solution est la meilleure. Mais à quoi bon militer au NPA, si les masses trouvent toutes seules toutes les solutions ? À quoi bon un parti et un programme ?

Correspondants

## Appel de la Fédération générale palestinienne des syndicats, 7 mars

Le 7 mars, l'armée israélienne a bombardé le siège social de la Fédération générale palestinienne des syndicats... Alors que nous nous préparons à célébrer la Journée de la Terre le 30 mars, ainsi que l'anniversaire de la Grande Marche du retour de 2018, nous continuons d'exhorter les syndicats et travailleurs du monde entier à nous soutenir... Face au génocide perpétré par Israël, et à ses tentatives de nettoyage ethnique de Gaza, il est impératif de réaffirmer la primauté du droit au retour pour tous les Palestiniens... Le déplacement forcé des Palestiniens de la ville de Gaza, du gouvernorat de Gaza-Nord et de Khan Younés, ainsi que les attaques indiscriminées contre les déplacés et les infrastructures vitales, constituent une tentative évidente de nettoyage ethnique, inscrite dans la continuité de la Nakba de 1948.

Nous sommes attentifs aux déclarations et aux actions du mouvement syndical mondial en réponse à l'appel initial des syndicats palestiniens en octobre, et nous saluons tous ceux qui se sont mobilisés aux côtés du peuple palestinien... Nous appelons les travailleurs et les syndicats du monde entier à se mobiliser en refusant de participer à la production et au transport d'armes destinées à, ou en provenance d'Israël. En perturbant la logistique des opérations militaires d'Israël, nous pouvons entraver sa capacité à poursuivre les violences contre notre peuple...

Texte complet : <https://charteroi-pourlapalestine.be/index.php/2024/03/27/appel-des-travailleurs-palestiniens-a-loccasion-de-la-journee-de-la-terre/>

## RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente  
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**  
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

**ARTP**  
AGECA service BP  
177 rue de Charonne  
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site de EKIB/Turquie : [patronsuzdunya.com](http://patronsuzdunya.com)

Site du GKK/Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI/France : [groupe-marxiste.info](http://groupe-marxiste.info)

Site de IKC/État espagnol : [www.ikcirklo.org](http://www.ikcirklo.org)

Blog de OR/Argentine : [octubre-rojo.org](http://octubre-rojo.org)

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski. Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour le PCF, Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.



# 1947 : la Ligue communiste révolutionnaire de Palestine contre la partition

Les membres du Comité spécial des Nations unies sur la Palestine ont fait preuve de « *compréhension* » et « *ont accompli un travail remarquable en très peu de temps* ». C'est par ces mots que la représentante de l'Agence juive, Golda Meir, a approuvé la proposition de partition. La plupart des partis sionistes sont d'accord avec certaines réserves quant à la « forme » de la solution.

Que propose l'ONU aux Juifs ? À première vue, tout : un quota d'immigration de 150 000 personnes et plus ; l'indépendance politique ; environ deux tiers de la Palestine ; trois grands ports et la quasi-totalité du littoral. C'est plus que ce que les optimistes parmi les membres de l'Agence juive osaient demander. [...]

Les calculs qui ont abouti à la proposition de partition sont précisément les mêmes que ceux qui ont abouti à la partition de l'Inde. Quels sont ces calculs ? Dans notre période, celle des révolutions sociales et des révoltes des peuples asservis, l'impérialisme règne par le biais de deux méthodes principales : la répression impitoyable et brutale (comme en Indonésie, en Indochine et en Grèce) ou la rupture de la guerre de classe par le biais de conflits nationaux. La seconde voie est moins coûteuse et plus sûre, et permet à l'impérialisme de se cacher derrière les rideaux. [...]

Malgré les tensions nationales, une classe ouvrière arabe forte et combattive s'est développée dans le pays. Un nouveau chapitre de l'histoire de la Palestine s'est ouvert lorsque les travailleurs arabes et juifs ont coopéré dans des grèves à grande échelle, afin de forcer les exploités impérialistes à faire des concessions. Et l'échec de la dernière tentative de pousser les habitants de la Palestine dans un nouveau tourbillon d'effusions de sang mutuelles par le biais de provocations, a donné une nouvelle leçon aux impérialistes. Ils en ont alors tiré les conclusions : si vous refusez de vous battre les uns contre les autres, nous vous mettrons dans une position économique et politique telle que vous serez contraints de le faire ! Tel est le contenu réel de la proposition de partition.

La proposition de partition concrétisera-t-elle le rêve d'indépendance politique du peuple juif ? L'« indépendance » de l'État juif se résumera à choisir, de manière « libre » et « indépendante », entre deux options : mourir de faim ou se vendre à l'impérialisme. Le commerce extérieur — tant les importations que les exportations — reste comme auparavant sous le contrôle de l'impérialisme. Les secteurs clés de l'économie

— le pétrole, l'électricité et les minerais — restent aux mains des monopoles étrangers. Et les bénéfices continueront d'aller dans les poches des capitalistes étrangers. [...]

Les Arabes recevront également l'« indépendance politique ». La partition entraînera la création d'un État arabe féodal arriéré, une sorte de Transjordanie à l'ouest du Jourdain. Ils espèrent ainsi isoler et paralyser le prolétariat arabe dans la région de Haïfa, un centre stratégique important avec des raffineries de pétrole, ainsi que diviser et paralyser la guerre de classe de tous les travailleurs de Palestine.



La proposition de partage, apparemment si « favorable » aux Juifs, contient plusieurs aspects hautement souhaitables du point de vue de l'impérialisme : 1) Les concessions au sionisme serviront d'appât pour obtenir l'approbation de la majorité juive ; 2) Elle comporte plusieurs provocations, comme l'incorporation de Jaffa à l'État juif et le refus de tout port à l'État arabe, qui exaspère les Arabes ; 3) Ces provocations permettent à la Grande-Bretagne d'apparaître comme un « ami des Arabes », qui « luttera » pour un second partage plus juste. Cela les aidera à avaler la pilule amère. En d'autres termes, nous sommes en présence d'une division du travail préétablie. [...]

Qu'en est-il du Parti communiste palestinien ? Il attend apparemment la « juste » solution de l'ONU. De toute manière, il continue à semer des illusions sur l'ONU et, en ce sens, contribue à dissimuler et à mettre en oeuvre les programmes impérialistes.

Contre tout cela, nous disons : ne tombons pas dans le piège ! La solution du problème juif, comme la solution des problèmes du pays, ne viendra pas « d'en haut », de l'ONU ou de toute autre institution impérialiste. Aucune « lutte », « terreur » ou « pression » morale ne fera renoncer l'impérialisme à ses intérêts vitaux dans la région.

Pour résoudre le problème juif, pour nous libérer du fardeau de l'impérialisme, il n'y a qu'un seul moyen : la guerre de classe commune avec nos frères arabes ; une guerre qui est un lien inséparable de la guerre anti-impérialiste des masses opprimées dans tout l'Orient arabe et dans le monde entier.

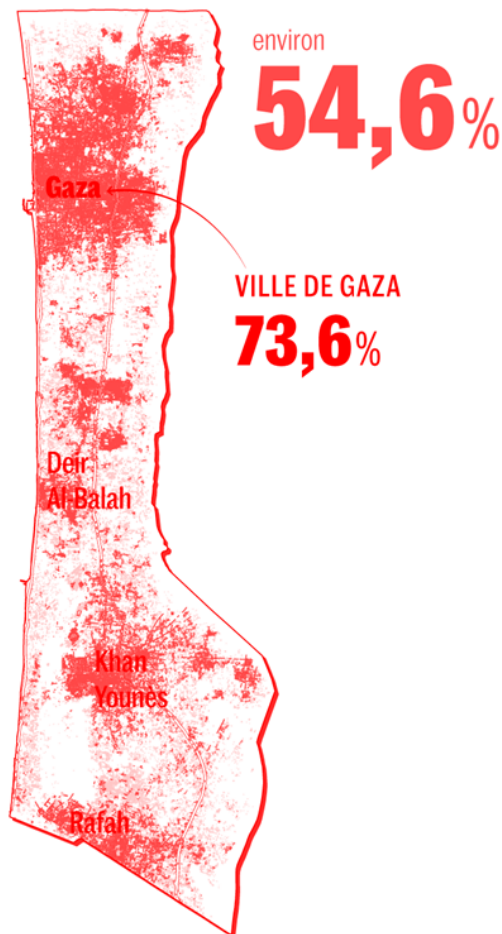
La force de l'impérialisme réside dans la partition, notre force dans l'unité de classe internationale.

*Contre la partition !* septembre 1947  
LCR (section palestinienne de la 4<sup>e</sup> Internationale)

# Palestine : l'État colon armé par Biden & Macron affame Gaza

En 166 jours, sur les ordres de Netanyahu et de Gantz, l'armée israélienne a fait plus de 31 800 morts et 74 000 blessés dans la bande de Gaza où sont enfermés par Israël et l'Égypte 2 millions de personnes. Israël détruit systématiquement les constructions et les infrastructures. Plus d'un million de Gazaouis ont dû fuir leur domicile. L'armée poursuit les tirs contre les civils, les bombardements (Rafah au sud et la ville de Gaza au nord le 20 mars), les attaques contre les hôpitaux qui manquent de tout et amputent faute de moyens (Al-Shifa le 18 mars, 200 morts). Netanyahu a confirmé le 15 mars que l'armée était prête à envahir Rafah.

En Cisjordanie, les colons fascistes et racistes représentés au gouvernement en profitent pour multiplier les attaques contre les cultures, les troupeaux et les villages arabes avec l'appui de l'armée sioniste. Le 17 mars, une nouvelle colonie a été ouverte à Al Lubban al Gharbiy. Entre le 14 et le 18 mars, Israël a mené 120 opérations militaires contre la population palestinienne de Cisjordanie. Le bilan total est de 420 morts et 4 700 blessés.



BATI DÉTRUIT, LE MONDE, 6 MARS

Israël affame sciemment la population de Gaza : c'est un génocide. Il refuse des visas aux humanitaires. Il accuse l'agence de l'ONU (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, UNWRA) et s'en prend à ses salariés (22 blessés et 1 mort le 12 mars, au total 168 morts). Il limite l'accès de l'enclave à 159 camions par jour alors qu'il en faudrait 500.

*L'ensemble de la population de Gaza est aujourd'hui en situation de crise alimentaire... Nous n'avons jamais vu une dégradation d'une telle ampleur. On parle de la moitié de la population qui est au stade le plus élevé de la faim. (Beth Bechdol, FAO, Le Monde, 20 mars)*

La pénurie déclenche des émeutes lors desquelles l'armée israélienne tire sur les affamés comme le 14 mars dans la ville de Gaza.

*Des véhicules israéliens étaient postés à environ 500 mètres. Je n'ai vu aucun mouvement de la foule dans leur direction. Mais ils ont ouvert le feu à l'aide d'obus fumigènes puis à balles réelles : des tirs intenses, suivis de tirs d'obus. (Le Monde, 16 mars)*

Biden et Macron font mine de s'inquiéter... tout en poursuivant leurs livraisons d'armes et de munitions à Israël.

*La France n'est pas sur la ligne de « l'arrêt du génocide » et n'aura pas la ligne de l'Afrique du Sud. (Emmanuel Macron à Marseille, 19 mars)*

L'État français, qui a lui-même un lourd passé colonial, vient de rappeler le droit pour l'Ukraine de se défendre contre l'invasion russe qui prétendait la rayer de la carte et la recoloniser. Mais il défend Israël, pourtant bâti totalement sur la colonisation de la Palestine. Toute résistance armée des Palestiniens est taxée de « terrorisme », comme l'État français traitait les travailleurs de la MOI (dont Missak Manouchian) qui prenaient les armes contre l'occupant nazi en 1943.

Pourtant, le 12 novembre, le PS, le PCF et LFI ont manifesté avec le gouvernement français, le CRIF sioniste et tous les partis bourgeois « pour la République, contre l'antisémitisme et pour la libération des otages » (240, alors qu'Israël détient 9 500 otages palestiniens dans ses prisons).

Par contre, le PS ne manifeste pas pour la population civile de Gaza et ne demande pas la cessation des livraisons d'armes. Le PCF reproche à LFI d'avoir mis une franco-palestinienne sur sa liste pour les élections au Parlement européen. Tous ont en commun, jusqu'à LO, de suivre leur bourgeoisie sur un point décisif : Israël

est légitime, il faut partager la Palestine en deux, comme le demande l'ONU depuis 1947 et comme le décident les « accords d'Oslo » conclus à Washington en 1995, dont la signature par le Fatah a abouti à la montée du Hamas.

*La situation appelle à un geste symbolique extrêmement fort : la France doit reconnaître l'État de Palestine. (LFI, Déclaration, 7 mars 2024)*

*Il n'existe pas d'autre base à un règlement définitif et pacifique de ce conflit que celle des résolutions de l'ONU et du droit international. Cela passe par l'arrêt définitif de la colonisation et le retrait des forces d'occupation israéliennes de l'ensemble des territoires occupés. (Fabien Roussel, PCF, 11 mars)*

Le mouvement ouvrier français doit rompre avec sa propre bourgeoisie, impérialiste et pro-israélienne. Le front unique ouvrier doit avant tout empêcher la livraison d'armes, munitions et composants militaires à Israël comme le demandent les syndicats palestiniens.

Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie !

Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte ! Ouverture des frontières de l'Égypte, de l'Union européenne et des États-Unis aux réfugiés palestiniens !

Libération de tous les combattants de la cause palestinienne (dont Georges Abdallah détenu en France) ! Droit au retour des réfugiés !

Rétablissement du financement de l'UNWRA ! Blocage des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région !

Pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

21 mars 2024



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 33  
3 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS  
5 EUROS PAR LA POSTE (P. 15)

## Motion de la section de Toulon du SNESup-FSU

Depuis 4 mois, plus de 27 000 Palestiniens ont été tués et plus de 70 000 ont été blessés par les bombardements de l'armée israélienne à Gaza. Informée de l'Appel pressant des syndicats palestiniens du 15 octobre, la section SNESup Toulon, réunie le 13 février 2024, répond positivement à cet appel et en reprend l'ensemble des revendications.

La section SNESup Toulon s'adresse à la CAN et au CDFN de la FSU pour que notre fédération réponde positivement à l'appel des syndicats palestiniens du 15 octobre et rejoigne ladite campagne.

Elle s'adresse au CDFN de la FSU pour que la FSU appelle les autres syndicats à répondre à l'appel cité, à rejoindre la dite campagne et à former un front uni sur les revendications définies par les syndicats palestiniens.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en cessant de toute urgence le commerce d'armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. C'est maintenant qu'il faut agir – des vies palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine et qui peut freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous agissiez immédiatement – où que vous soyez dans le monde – pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus.

La section SNESup Toulon appelle à manifester sous la bannière « Stop arming Israel ! End all complicity », en soutien à toutes les initiatives prises dans le sens du boycott de la fabrication et de la livraison d'armes et de tout combat contre tout soutien logistique et économique du gouvernement français à Israël notamment pour le retrait des troupes françaises de la région.

Elle appelle à cesser toute collaboration avec les universités ou les entreprises qui contribuent au développement technologique militaire d'Israël.

Elle exige également le retrait pur et simple de la lettre de Retailleau aux présidents d'université du 9 octobre 2023, qui organise une véritable chasse aux sorcières contre l'expression de tout soutien à la défense du peuple palestinien, le respect des libertés académiques et l'arrêt des répressions en cours.

Toulon, le 13 février 2024, adoptée à l'unanimité de l'AG de section

# Argentine : le premier trimestre de Milei contre la classe ouvrière et la population pauvre



Après le second tour de l'élection présidentielle entre Sergio Massa (Unión por la Patria) et Javier Milei (La Libertad Avanza), qui a vu une défaite historique du péronisme (et de ses alliés réformistes et conservateurs) face à une coalition improvisée entre les libéraux, le PRO de Macri, Bullrich, et une large clique de l'UCR, l'attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière s'est aggravée, comme nous l'avions prévu indépendamment du résultat électoral.

Ces trois mois ont été marqués par une série d'expressions de la décomposition du régime en crise. La récession sur le plan économique exige un remaniement des rapports entre les classes sociales, à travers une restructuration politique et juridique. Les patrons ont besoin d'accroître l'exploitation des travailleurs afin de protéger leur taux de profit, en nous faisant payer l'inflation galopante, en maintenant les salaires et les pensions à un bas niveau. L'État capitaliste, en même temps qu'il doit remplir son rôle de gendarme au service des entreprises, est contraint à toujours plus d'austérité pour payer des sommes énormes, des milliards de dollars, tant au FMI qu'aux créanciers privés et aux fonds vautours.

Les premières attaques de Milei, dès son entrée en fonction, sont : un « méga-décret DNU » libérant les prix des loyers, de la nourriture, des médicaments, prévoyant des licenciements dans l'État, une réforme du droit travail, une dévaluation de 50 %, un protocole répressif, etc.

L'une des mesures rejetées par l'opposition patronale était l'imposition sans concertation d'une taxe de 15 % sur les exportations. Certaines sources indiquent que cette mesure était annoncée par le gouvernement libéral pour forcer les gouverneurs des provinces à négocier. La manoeuvre consistait à retirer ce point de la « loi Omnibus » en échange des votes nécessaires pour les pleins-pouvoirs et les autres réformes. Quel que soit le motif, il y a un consensus général pour appliquer l'austérité, bien qu'il y ait des divergences entre les partis bourgeois.

Depuis décembre, des manifestations ont eu lieu, l'organisation s'est développée sur les lieux de travail et dans les écoles, mais aussi dans les quartiers, par le biais d'assemblées et de groupes multisectoriels. Les syndicats militants et les délégués du mouvement ouvrier se distinguent en mettant en oeuvre des démonstrations de force, telles que des grèves, et en donnant des exemples d'unité d'action, en mettant sur la table la nécessité de mesures concrètes de lutte économique et politique.

## Le parlement et la tribune du peuple

Lors du débat sur la loi Omnibus en janvier, la répression par la police, l'armée de terre, la gendarmerie et les polices régionales (Mendoza, Jujuy, Salta, Buenos Aires, Cordoba) a frappé devant le Congrès et dans différentes régions du pays.

Les députés de la FIT-U (PTS, PO, MST, IS) ont reçu les principaux dirigeants de la CGT dans leur bureau, ont discuté du rejet parlementaire de la loi et d'un « plan de lutte ». La stratégie des bureaucrates syndicaux consistait en des recours judiciaires nationaux et internationaux, en un dialogue avec les députés, les sénateurs et les gouverneurs et en une journée de mobilisation le 24 janvier avec grève de 12 heures que la plupart des directions fédérales et locales ont boycottée.

Le jour du vote général, il y a eu de la répression aux abords du Congrès. Au lieu d'appeler les travailleurs à s'organiser et à lutter pour la grève générale jusqu'au retrait de la loi Omnibus et du DNU, au lieu de dénoncer le caractère de classe bourgeois du Parlement, les parlementaires de la FIT-U se sont limités à demander aux députés capitalistes d'intercéder pour mettre fin à la répression.

Au lieu d'agir comme des tribuns révolutionnaires, ils se sont comportés comme de simples centristes ou réformistes. Ils ont manqué une nouvelle occasion historique d'adresser un message fort à l'avant-garde et aux masses laborieuses, démontrant ainsi leur totale adaptation au régime.

## L'équilibre fragilisé sur le point d'exploser

La loi Omnibus a été rejetée par la Chambre des députés lors du vote article par article, parce que les principaux alliés de Milei (le PRO et l'UCR) n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un programme de défense de la bourgeoisie dans son ensemble, et parce que le plan d'austérité tel qu'il se présente met gravement en danger la gouvernabilité des provinces.

Ces contradictions témoignent de la tension générée par l'aggravation de la crise. C'est dans sur cette base que s'est déroulé le conflit avec le gouverneur Ignacio Torres de la province de Chubut, qui refuse d'envoyer du pétrole et du gaz tant qu'il n'a pas la garantie de disposer des fonds nécessaires pour éviter une explosion dans sa province. L'alignement de l'ensemble du PRO en faveur du gouverneur de Chubut, et même du péroniste Kicillof qui gouverne Buenos Aires, met en difficulté Milei qui, caricature bonapartiste, ne parvient à discipliner ni la bourgeoisie ni les travailleurs, et sa crédibilité commence à s'éroder rapidement.

Tout au long du mois de février, la colère de la base n'a cessé de croître. Si au début, en raison de la méfiance spontanée à l'égard des directions syndicales, une grande partie des travailleurs refusait de participer aux manifestations, aujourd'hui la situation est différente, de plus en plus de personnes sont prêtes à se battre.

L'insistance du gouvernement national à prélever des fonds sur les salaires des travailleurs de l'État (principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation), les coupes dans les programmes sociaux, le ralentissement des travaux publics, l'inflation continue (bien que le dollar baisse, les prix continuent d'augmenter) et le refus d'ouvrir les négociations (le ministère n'a fait que des offres misérables) ont considérablement aggravé les conditions de vie de millions de travailleurs. Si Milei ne parvient pas à collecter les fonds comme il l'entend et à s'endetter rapidement, il continuera à imprinter des pesos et à émettre des obligations (qui représentent une dette à rembourser dans le futur), ce qui se traduira par une inflation accrue en mars et en avril, qui s'ajoutera aux hausses de tarifs douaniers.

### Ceux qui endossent le costume avant l'heure

Le désastre de Milei est tel que de nombreux aventuriers bourgeois prédisent déjà la fin du film et se préparent à offrir leurs services aux patrons : Moreno, Grabois, etc. C'est le cas de Cristina Fernández, qui a publié un document de 33 pages dans lequel elle critique Milei à droite : elle lui reproche d'attaquer le capital (« la production », dit-elle), c'est-à-dire la bourgeoisie industrielle, au profit du capital financier. Une fois de plus, elle se déclare en faveur d'une réforme du travail, de la mixité (étatique et privée) de la propriété et des formes de financement, bref de l'approfondissement des réformes de Carlos Menem (PJ) les plus néfastes (1989-1999).

Les conseils de l'ancienne présidente : pas d'imposition des riches, pas d'imposition des banques, pas d'augmentation des salaires affectant les profits des hommes d'affaires ; privatisations et partenariats public-privé, réforme du travail ; nouveau programme d'austérité. Un secteur important des travailleurs a des attentes ou des illusions envers cette politique. Il faut être clair : Fernandez propose une version plus ordonnée du plan de

Milei. Le capitalisme a ses règles et, du point de vue de la bourgeoisie, rien ne peut être fait en dehors de celles-ci. La voie du moindre mal est généralement celle qui ouvre la porte aux pires monstruosité de l'histoire humaine : elle nous désarme, elle nous désorganise, elle appelle à faire confiance à des institutions et à des dirigeants qui défendent les intérêts d'autres classes sociales. C'est pourquoi personne ne doit s'étonner si une nouvelle escroquerie électorale est consommée, comme celles de Perón en 1973, d'Alfonsín en 1983, de Menem en 1989, etc.

### Le rôle des organisations ouvrières

Le gouvernement ne peut toujours pas tenir en échec les gouvernés et l'opposition bourgeoise, ni désactiver le processus de lutte qui s'est développé dans la classe ouvrière. Le rôle de la bureaucratie syndicale dans l'octroi de temps à Milei et aux gouverneurs de province est encore plus perfide à l'heure actuelle. Plusieurs syndicats, tant le CTA que la CGT, ont annoncé des grèves qu'ils ont suspendues dès qu'ils ont été appelés à négocier ; ils ne convoquent pas les assemblées à temps pour prendre des décisions ; ils subordonnent tout à des saisies de tribunaux, à la rédaction de requêtes et de plaintes.

Les luttes de la classe ouvrière et de la population pauvre doivent être centralisées dans des organes de combat. Nous proposons la création de comités de lutte dans tous les lieux de travail (usines, centres de santé, écoles, universités, administrations, ports, etc.) et dans les quartiers ; récupérer les organisations syndicales pour la lutte avec un programme ouvrier. Les comités doivent élire leurs délégués pour construire une instance supérieure, une direction collective de la lutte.

Nous le disons fermement :

Non au paiement de la dette extérieure !

Assez de répression, place à l'autodéfense ouvrière et populaire !

Contre l'austérité et l'inflation, la lutte et l'organisation !

Pour la grève générale jusqu'à la victoire !

Que les patrons paient pour la crise !

Pour un gouvernement ouvrier !

29 février 2024, Octobre rouge



## Histoire du Parti communiste chinois (10) 1947-1949

Après la défaite de l'impérialisme japonais en 1945, le pays retrouve son indépendance. Le gouvernement de coalition décidé par Staline et Roosevelt entre le parti nationaliste bourgeois Guomindang (Kuomintang, GMD) et le Parti communiste chinois (PCC) ne voit pas le jour. À la place, s'ouvre une guerre civile larvée entre le gouvernement officiel de Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) dont la capitale est Nankin et le pouvoir des « zones libérées » dont le chef est Mao Zedong (Mao Tsé-toung) et la capitale est Yan'an [voir *Révolution communiste* n° 51, 53 et 55]. Mao est entravé par les consignes de Staline qui redoute une révolution chinoise qui pourrait contaminer l'URSS et mettre en péril l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie privilégiée. Le PCC s'interdit d'exproprier les capitalistes et même les propriétaires fonciers. Il s'affaiblit non seulement dans les villes, mais aussi dans sa base, les campagnes.

À partir de 1946, la tension entre la bureaucratie russe et l'impérialisme étasunien croît. Alors que Washington, une fois ses rivaux impérialistes vaincus, envisage désormais de restaurer le capitalisme en URSS et arme, finance, informe et conseille Nankin, Moscou ne veut pas se trouver à découvert à sa frontière orientale. Sur le terrain, la guerre civile repart de plus belle et l'Armée nationale révolutionnaire (ANR) surarmée prend initialement le dessus sur l'Armée populaire de libération (APL) [voir *Révolution communiste* n° 59].

### 1947 : le GMD rompt définitivement avec le PCC

Le 11 octobre, Jiang convoque l'Assemblée nationale par-dessus la tête du PCC. Renonçant à de multiples tentatives de conciliation, sceptique sur les capacités militaires et politiques du régime officiel, le général Marshall quitte la Chine le 7 janvier 1947. La guerre civile se généralise. Son centre névralgique est alors la Mandchourie. L'ANR de Jiang s'y était emparé en 1946 des grandes villes après le retrait russe. En guise de riposte, l'APL reprend la guérilla dans les campagnes.

*Aux premiers jours de l'année 1947, au coeur du terrible hiver mandchourien, Lin Biao lance autour de Changchun et de Kirin la première d'une série d'offensives limitées dans le double but d'empêcher les gouvernementaux d'étendre leur occupation et de gêner ou même de rompre leurs liaisons intérieures.* (Jacques Guillermez, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1974, p. 409)

Le 10 mars 1947, les contacts officiels entre le PCC et le gouvernement sont rompus. Le 18 mars, le PCC est contraint d'abandonner sa capitale Yan'an.

*Dans le but de sauver son régime agonisant, le Guomindang n'a pas seulement convoqué la pseudo-Assemblée nationale, mis sur pied la pseudo-constitution, expulsé de Nankin, Shanghai et Chong-*

*qing les missions de notre parti et proclamé la rupture entre le Guomindang et le Parti communiste, il a encore attaqué Yan'an, siège de notre comité central..* (Mao Zedong, « Circulaire », 9 avril 1947, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 132)

Malgré la supériorité écrasante de son effectif et de son équipement, l'armée officielle ANR est minée par les contradictions sociales.

*Une partie conséquente de l'armée de Jiang était pourvue des armes américaines les plus modernes. Mais elle souffrait de deux failles. Premièrement, la plupart des soldats étaient recrutés dans les campagnes par la conscription forcée, certains étant même enlevés, si bien qu'ils reflétaient, plus ou moins, l'insatisfaction et la haine des paysans. Deuxièmement, tous les généraux et officiers de haut rang étaient corrompus, maltraièrent leurs troupes et réduisaient régulièrement les rations. Ce traitement nuisait aux soldats, nourrissait leur mécontentement et leur détestation. Quand cette haine put trouver un débouché adéquat, elle se transforma en un déluge de fuites et de redditions.* (Peng Shuzhi, « Rapport au 3<sup>e</sup> congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale », juillet 1951, dans *The Chinese Communist Party in Power*, Monad, 1980, p. 75-76)

### 1947 : poussée des luttes ouvrières et étudiantes dans les villes

De 1945 à 1947, une vague de grèves secoue les métropoles.

*Le gouvernement de Jiang ne s'en sortait qu'en émettant de la monnaie en billets. Par conséquent, le taux d'inflation augmenta de manière géométrique. Le commerce et l'industrie s'arrêtèrent et s'effondrèrent si bien que les classes populaires et intermédiaires (incluant les fonctionnaires exécutants et du bas de la hiérarchie des institutions gouvernementales) furent plongés dans le désespoir. Poussés par la famine, les ouvriers se levèrent sous la forme d'une vague de grève totale, 200 000 travailleurs en grève rien qu'à Shanghai.* (Peng Shuzhi, « Rapport au 3<sup>e</sup> congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale », juillet 1951, dans *The Chinese Communist Party in Power*, Monad, 1980, p. 75)

Le PCC exprime les intérêts d'une couche petite bourgeoise, la bureaucratie étatique des zones libérées et l'appareil de l'APL. Sa stratégie est la guerre révolutionnaire contre le régime du GMD qui cherche à l'exterminer, pas la révolution socialiste. Dans les villes, le PCC ne cherche pas à organiser la jeunesse étudiante, encore moins la classe ouvrière. Il se contente d'envoyer clandestinement ses membres au sein des organisations de jeunesse et des organismes syndicaux de co-

gestion encadrés par le GMD et les mafieux. Cela est facilité par l'affaiblissement du gouvernement.

*Le 16 février 1947, le gouvernement cédant à la pression des industriels, avait tenté une réforme d'ensemble pour stabiliser une économie chancelante : il avait décidé de geler les salaires et fixé un prix plafond pour le riz, le coton et le charbon, le tout assorti d'une interdiction faite aux particuliers de détenir de l'or et des devises. L'effet de l'ensemble des mesures fut limité par l'inefficacité et la corruption des fonctionnaires chargés de leur application, d'autant plus que son champ d'application ne dépassait pas la région de Shanghai-Nankin. D'autre part, les ouvriers avaient obtenu en mai 1947 par des grèves et des manifestations le rétablissement de l'échelle mobile des salaires.* (Alain Roux, *Chiang Kai-shek*, Payot, 2016, p. 409)

La lutte antiimpérialiste des étudiants reprend, cette fois-ci contre la présence américaine.

*De décembre 1946 à février 1947, les étudiants de Pékin, puis ceux de Shanghai et des autres grandes villes, dénoncèrent les brutalités de la soldatesque américaine, après l'émotion soulevée par le viol d'une étudiante de l'université de Pékin par des marines la nuit de Noël. Les étudiants communistes, très peu nombreux sur les campus, ne jouèrent qu'un très faible rôle dans ce mouvement qui s'inscrivait dans leur stratégie d'opposition à la guerre civile et au soutien américain à Jiang Jieshi.* (Alain Roux, *Chiang Kai-shek*, Payot, 2016, p. 409)

Le gouvernement officiel réprime le mouvement ouvrier.

*Les communistes sont extrêmement influents dans une vingtaine de syndicats officiels, où il est même fréquent qu'ils occupent la présidence, pendant quelque temps. Et pourtant, quand, à partir de septembre 1947, le Guomindang passe à l'offensive contre les plus importants de ces syndicats, il les détruit sans peine. En mars, puis en avril 1948, une nouvelle vague d'arrestations frappe 182, puis 400 syndicalistes soupçonnés d'être communistes.* (Alain Roux, « La double méprise. Les ouvriers de Shanghai et leur rôle politique à la veille de la victoire communiste », *Études chinoises*, vol. 8, n° 2, automne 1989)

Quoique affaiblie en 1941 par la démission de Chen Duxiu et par la scission d'une fraction dirigée par Wang Fanxi et Zheng Chaolin qui considérait que l'URSS était impérialiste et qui condamnait la lutte nationale contre l'impérialisme japonais, la Ligue communiste (LCC, section chinoise de la 4<sup>e</sup> internationale) défend le communisme révolutionnaire.

*À cause de son attitude de collaboration à l'égard de la bourgeoisie chinoise, de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, le Parti communiste chinois*

*est incapable de prendre les mesures révolutionnaires qui s'imposent et sont seules capables de résoudre les problèmes de la Chine... Il va jusqu'à passer sous silence la lutte pour les libertés fondamentales du peuple, telles que la liberté de réunion, d'association, de grève, de manifestation, d'opinion, de presse. Le PC ne s'est jamais prononcé pour les 8 h et l'échelle mobile, alors que ces revendications constituent depuis longtemps l'objet des luttes ouvrières, mais il a défendu « l'augmentation de la production ».* (LCC, « Manifeste au peuple chinois », 25 janvier 1949, *La Vérité* n° 232, 15 avril 1949)

La LCC intervient courageusement dans les grèves de Shanghai et participe à la guérilla contre l'armée du GMD. Mais ne pouvant pas s'appuyer sur l'URSS voisine ni se réfugier dans les zones libérées, réprimée par le pouvoir, ses militants calomniés et parfois assassinés par les staliniens (« La lutte héroïque des trotskystes chinois », *La Vérité* n° 175, 20 juin 1947), elle reste faible (environ 300 militants mal reliés entre eux).

## 1947 : le PCC relance la réforme agraire

Confronté à l'offensive militaire qui vise à l'exterminer, la direction du PCC opère un brusque virage. Si elle ménage toujours les propriétaires fonciers et les paysans riches dans les territoires qu'elle a conquis récemment, elle mène à nouveau une réforme agraire dans les « zones anciennement libérées ».

*Pour conserver le soutien dans les zones de base, Mao a souligné l'importance de la réforme agraire et l'a liée à la victoire dans la guerre civile.* (Tony Saich, *From Rebel to Ruler: 100 years of the CCP*, 2021, Harvard University Press, p. 182)

*Le principe de la confiscation des terres publiques et des terres des propriétaires était plus formellement posé. Ces confiscations seraient plus importantes et toucheraient le bétail et l'outillage. Aussi bien que les champs. L'on saisirait aussi le surplus de terres des plus riches. Un an plus tard, cent millions de paysans s'étaient vu distribuer des terres.* (Jacques Guillermez, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1974, p. 435)

Le bloc antérieur entre la bureaucratie étatique des zones libérées et les propriétaires terriens est mis en cause, ce qui déclenche un nouveau « mouvement de rectification » pour briser l'influence de ces derniers... qui n'est pas mince.

*Les cadres villageois et les membres des sections du parti sont pour la plupart des paysans moyens. Parmi eux, de nombreux propriétaires terriens et paysans riches occupent, directement et indirectement, des postes de pouvoir. Bien que les ouvriers agricoles aient constitué la majorité au sein du parti au début de la guerre contre le Japon, ils ne forment aujourd'hui*

d'hui, en général, qu'une minorité et ne jouent aucun rôle. Ils constituent toujours la couche sociale la plus opprimée. Il n'y a pas beaucoup de cadres villageois d'origine paysanne moyenne et pauvre qui ne soient pas influencés par les propriétaires fonciers et les paysans riches en dehors du parti. La plupart des officiers de l'armée sont issus de familles locales de propriétaires terriens et de paysans riches. La plupart des cadres vétérans ont épousé des filles de propriétaires terriens. Ils ont aidé leurs beaux-pères lors de la réforme agraire. (Liu Shaoqi, « Rapport », 4 août 1947, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 1289-1290)

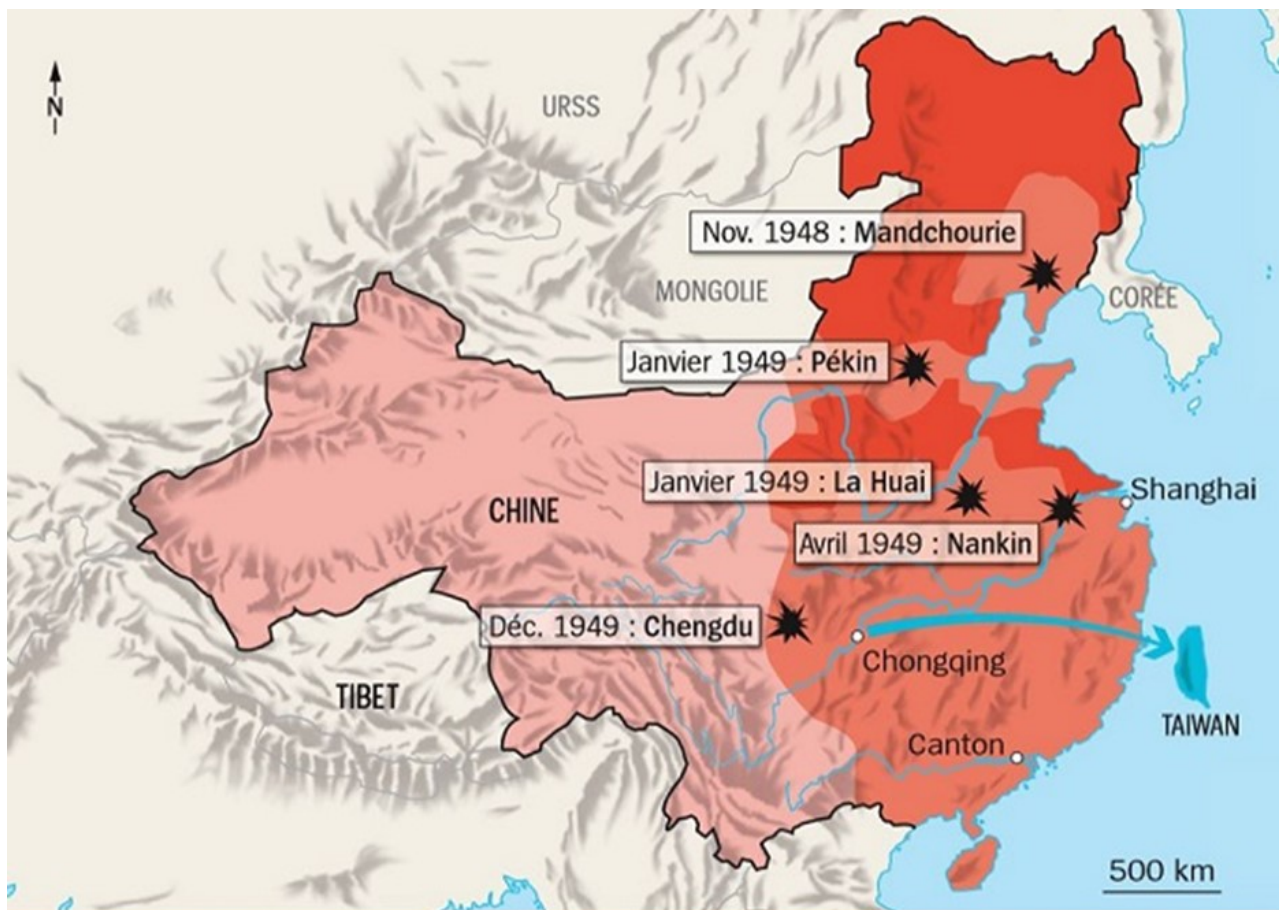
## 1947 : le gouvernement de Nankin commence à perdre pied

L'inflation galopante mine l'État bourgeois.

En 1947, l'inflation plus encore que la fortune toujours incertaine des armes a un effet démoralisateur, et même déstabilisateur : on assiste à la fois à une chute de la production et à une hausse prodigieuse des prix. En juin 1947, il faut 36 000 dollars chinois pour obtenir 1 dollar américain, en novembre de la même année, 500 000 sont nécessaires, un million en mars, dix millions en août 1948. (Roland Lew, 1949, *Mao prend le pouvoir*, Complexe, 1981, p. 17)

Corruption, rackets, arnaques sont les activités préférées de l'état-major de l'ANR du GMD. À l'été 1947, la roue tourne en Mandchourie. Le PCC réactive la réforme agraire et renoue avec la guerre de mouvement.

En novembre 1947, les forces communistes avaient réussi à isoler les principales villes du centre et du sud de la Mandchourie et à couper les liaisons de communication avec la Chine du Nord... Ces progrès ont permis à Mao de rédiger une directive du



Territoire contrôlé par les communistes en :

- 1947
- 1949
- début 1950

les nationalistes en :

- 1949
- ✦
 Bataille
- Retraite de Chiang Kai-shek
- Frontière de la Chine communiste en 1950



*CC, datée du 1<sup>er</sup> septembre 1947, pour analyser la guerre et la stratégie pour l'année suivante. Le repli stratégique n'était plus nécessaire ; au lieu de cela, une contre-offensive à l'échelle nationale serait lancée dans les zones tenues par le GMD...* (Tony Saich, *From Rebel to Ruler: 100 Years of the CCP*, Harvard University Press, 2021, p. 182)

La déliquescence de l'armée officielle se propage. Les désertions massives, les redditions et retournements de bataillons entiers ébranlent le moral des troupes mal nourries.

L'URSS aide discrètement par des armes et la construction d'infrastructures.

*En juin 1948, lorsque l'armée de Mao préparait la dernière offensive qui devait lui permettre de s'emparer de toute la Mandchourie, Staline envoya son ancien ministre des chemins de fer, Ivan Kovalev, superviser les travaux. Au total, les Russes présidèrent à la réfection de plus de 10 000 kilomètres de voies ferrées et de 120 ponts importants. Le système ferroviaire joua un rôle crucial, car dès l'automne les communistes purent déplacer très vite de grandes quantités de soldats et d'artillerie lourdes afin d'attaquer les villes principales.* (Jung Chang et Jon Halliday, *Mao, l'histoire inconnue*, Gallimard, 2005, p. 328)

Fin 1947, le rapport de force entre l'armée du GMD et celle du PCC s'inverse. Le parti stalinien grossit « de nombreux transfuges de l'administration et des armées gouvernementales » (Guillermaz, p. 440).

## 1948 : le PCC s'inscrit toujours dans la perspective du capitalisme

Le PCC s'oppose à l'expropriation des propriétaires fonciers, sans parler de celle des capitalistes, tout en partageant partiellement les terres dans les territoires conquis.

*Par exemple, quand notre armée remporte des victoires, c'est contre les déviations « de gauche » qu'il nous faut être en garde ; quand elle subit des défaites ou ne gagne que peu de batailles, c'est contre les déviations de droite. Dans la réforme agraire, nous devons combattre les déviations de droite là où les masses ne se sont pas encore véritablement soulevées et où la lutte ne s'est pas encore déployée, et nous garder des déviations « de gauche » là où les masses se sont véritablement soulevées et où la lutte s'est déjà déployée.* (Mao Zedong, « Sur quelques questions importantes de la politique actuelle du parti », 18 janvier 1948, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 188)

En 1948, l'Armée populaire de libération remporte victoire sur victoire. Contre les vues des anarchistes et des

populistes, le socialisme scientifique tenait le prolétariat urbain pour l'acteur central de toute révolution. Or, la cruauté des sièges menés par l'APL témoigne de l'indifférence du parti stalinien pour la classe ouvrière.

*En avril 1948, Lin Biao commença un siège de cinq mois de la ville clé de Changchun, dans le nord-est du pays, où environ 500 000 civils cherchaient refuge. La stratégie consistait à affamer les troupes du GMD pour qu'elles se rendent, transformant Changchun en une « ville de la mort » et ne laissant personne s'échapper. Peut-être jusqu'à 160 000 personnes ont péri. Un siège de dix mois a été mis en place contre Shenyang, une ville clé du nord-est.* (Tony Saich, *From Rebel to Ruler: 100 Years of the CCP*, Harvard University Press, 2021, p. 182-183)

Cinquante ans plus tard, ses disciples khmers iront encore plus loin en vidant les villes du Cambodge en 1975. En 1948, de la Mandchourie à Pékin, partant des campagnes et assiégeant les villes, ses généraux disposent de troupes plus déterminées et de mieux en mieux armées.

Grâce à l'aide de l'URSS, au matériel japonais et américain pris à l'ANR ennemie, les conquêtes des villes du nord s'enchaînent. Des centaines de milliers de soldats des troupes de Jiang, paysans pauvres dans l'immense majorité, passent à l'autre camp.

La question de ce qui remplacera le régime du GMD se pose. Malgré le tournant militaire, la stratégie du PCC reste la même : empêcher une révolution prolétarienne.

*La révolution chinoise, à son étape actuelle, a pour but non pas d'abolir le capitalisme en général, mais de renverser la domination de l'impérialisme, du féodalisme, du capitalisme bureaucratique et d'établir une république de démocratie nouvelle des masses populaires, avec les travailleurs comme force principale...* (Mao Zedong, « Directive du CC au parti », 1 mars 1948, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 215)

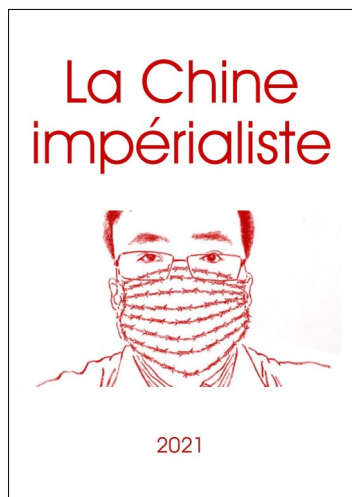
Le PCC subordonne plus que jamais la classe ouvrière et les paysans travailleurs à la bourgeoisie nationale.

*Dans ces circonstances, il nous est nécessaire et possible de gagner la majorité de la bourgeoisie nationale.* (p. 217)

## 1948 : le PCC conquiert les villes sans exproprier la bourgeoisie

L'APL chasse l'ANR de Manchourie. La dictature nationaliste souffre du chaos de l'hyperinflation, de divisions au sein du Guomindang, de l'abandon de fractions de la bourgeoisie qui lui préfèrent la Ligue démocratique de Chine. L'État bourgeois se décompose.

Néanmoins, la conquête des villes par le Parti « communiste » n'entraîne pas la remise du pouvoir au prolétariat, ni même la satisfaction de ses revendications élémentaires.



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 31

*Quand vous venez d'entrer dans une ville, ne lancez pas à la légère les mots d'ordre pour l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail. En temps de guerre, c'est déjà fort heureux si la production peut continuer et si les heures de travail et le niveau des salaires peuvent être maintenus tels quels. Qu'il soit possible ou non, plus tard, de réduire les heures de travail et d'augmenter les salaires dans une mesure appropriée, cela dépendra des conditions économiques, c'est-à-dire de la bonne marche des entreprises. Ne vous hâtez pas d'organiser la population urbaine dans la lutte pour des réformes démocratiques et pour l'amélioration des conditions de vie. (Mao Zedong, « Télégramme au commandant du front de Luoyang après la reprise de la ville », 8 avril 1948, *Ibid.*, ELE, p. 260)*

Même la réforme agraire est différée.

*Nous ne devons pas appliquer tout de suite notre politique de réformes sociales consistant à distribuer les biens mobiliers et la terre... Au bout d'un an ou deux, ou même trois, quand, dans de vastes bases d'appui, les réactionnaires du Guomindang auront été éliminés, que la situation se sera stabilisée, que les masses ayant pris conscience se seront organisées et que la guerre aura été portée dans des régions éloignées, nous pourrons alors aborder l'étape de la réforme agraire : la distribution des biens mobiliers et de la terre, comme elle a été faite dans la Chine du Nord. On ne peut bruler l'étape de la réduction des fermages et du taux d'intérêt dans aucune nouvelle région libérée. (Mao Zedong, « Problèmes tactique du travail rural dans les nouvelles régions libérées », 24 mai 1948, *Ibid.*, p. 263-264)*

Le 24 avril 1948, l'APL reprend Yan'an à l'ANR. À l'été 1948, pour la première fois, l'APL a autant de soldats que son adversaire. Malgré l'absence d'aviation, l'armée du PCC remporte victoire sur victoire à l'est et au

centre du pays. Mao Zedong convoque une direction élargie en septembre 1948. La circulaire qui en découle préconise de « réduire les frais dans la production industrielle, augmenter la productivité du travail », que le parti « surmonte la cécité qui frappe les marchés » (*Ibid.*, p. 290).

L'affrontement pour Pékin, Nankin et Shanghai engage des millions de soldats.

*Chaque camp réunit approximativement un demi-million d'hommes, mais les communistes reçurent l'aide de 2 millions d'auxiliaires paysans, dirigés par Deng Xiaoping, pour fournir le soutien logistique. Comme en Mandchourie, la bataille commença par la destruction de l'une des unités les plus fiables de Jiang. Les colonnes de secours furent bloquées par l'action de guérilla communiste et, lorsque des renforts à grande échelle se mirent en route, ils tombèrent dans un gigantesque piège que Liu Bocheng avait tendu près de Xuzhou. Le 10 janvier, quand s'acheva la campagne du Huaihai, 200 000 soldats nationalistes étaient morts ou blessés et 300 000 s'étaient rendus. Alors que Jiang n'était toujours pas revenu de cette défaite, Lin Biao resserrait l'étau autour de deux villes du Nord. Tianjin tomba le 15 janvier. Une semaine plus tard, le commandant nationaliste de Pékin, le général Fu Zuoyi, négocia la reddition de la capitale, prétendument pour lui épargner un bombardement communiste. Ses 200 000 hommes furent intégrés dans l'APL et, plus tard, il lui fut attribué une sinécure dans le nouveau gouvernement communiste. (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, Fayard, 2005 [1999], p. 363)*

## 1949 : le parti stalinien s'empare du pouvoir et musèle la classe ouvrière

En janvier 1949, malgré les consignes de Staline, Mao Zedong évince le GMD de tout futur gouvernement. Il invoque déjà l'exemple des « démocraties populaires » d'Europe centrale où, s'appuyant sur l'armée de l'URSS, des partis staliniens ont nationalisé l'économie et expulsé du gouvernement les partis bourgeois. Et il songe sans doute au précédent de la Yougoslavie et de l'Albanie où la guérilla stalinienne locale a pris directement le pouvoir, ce qui confère aux bureaucraties de ces pays une légitimité lui permettant de défier celle de l'URSS.

Pour autant, les huit conditions de Mao pour négocier ne mettent aucunement en cause l'État bourgeois.

*Le Parti communiste chinois est prêt à engager des négociations de paix avec le gouvernement réactionnaire GMD de Nankin, ou bien avec tout gouvernement local ou groupe militaire du GMD, sur la base des conditions suivantes : 1) Punir les criminels de guerre ; 2) Abolir la pseudo-Constitution ; 3) Abolir le*

*pseudo-système juridique ; 4) Réorganiser toutes les troupes réactionnaires selon les principes démocratiques ; 5) Confisquer le capital bureaucratique ; 6) Réformer le système agraire ; 7) Dénoncer les traités de trahison nationale ; 8) Convoquer une conférence consultative politique sans la participation d'éléments réactionnaires et former un gouvernement démocratique de coalition. (Mao Zedong, « Déclaration sur la situation actuelle par le président du comité central du Parti communiste chinois », 14 janvier 1949, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 334-335)*



SHANGHAI, 2 OCTOBRE 1949

L'APL entre dans les grands centres urbains de l'est et du sud.

*Quand le PCC investit Tianjin en 1949, Liu Shaoqi est dépêché sur place pour mettre fin à une brève période d'anarchie et de revendications radicales et appliquer la ligne modérée du parti. Il reconnaît aux capitalistes le droit de licencier, exige la discipline et admet même la possibilité de journées de travail de plus de huit heures. (Roland Lew, 1949, *Mao prend le pouvoir*, Complexe, 1981, p. 58)*

Pour faire taire toute initiative ouvrière que les grèves contre l'inflation laissent entrevoir, le PCC infiltre ce qui reste des administrations du régime officiel.

*La plupart de ses adhérents sont des « taupes », qui demeurent dans l'ombre à attendre le signal qui les mettra en activité, comme 500 d'entre eux infiltrés dans la police ou quelques dizaines d'officiers de la garnison. Ce redéploiement militant s'inscrit en effet dans une stratégie clairement militaire, qui repose sur la force des armes. Les ouvriers sont invités à ne pas trop participer à leur libération. (Alain Roux, « Le syndrome de Ye Gong : le Parti communiste chinois et les ouvriers à la veille de la prise de Shanghai », *Citadins et citoyens dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle*, MSH, 2010, p. 473-479)*

Lors de la réunion plénière du comité central, en mars 1949, le PCC adopte un programme économique. Il s'agit de préserver le capitalisme, en s'en tenant à la doctrine du fondateur du GMD, Sun Yat-sen.

*Du fait que l'économie chinoise est encore retardataire, il sera nécessaire, pendant une période assez longue après la victoire de la révolution, d'utiliser autant que possible les facteurs positifs du capitalisme privé des villes et de la campagne dans l'intérêt du développement de l'économie nationale. Pendant cette période, il faudra permettre à tous les éléments du capitalisme urbain et rural qui sont profitables et non nuisibles à l'économie nationale*

*d'exister et de se développer. Ceci est non seulement inévitable, mais encore économiquement indispensable... Il nous est nécessaire et utile de nous servir du mot d'ordre de Sun Yat-sen « contrôle du capital ». (Mao Zedong, « Rapport à la deuxième session du CC », 5 mars 1949, *Oeuvres choisies*, t. 4, ELE, p. 386-387)*

Shanghai, le premier centre prolétarien du pays, fait donc figure de test. L'inflation atteint alors des sommets et la lutte pour se nourrir fait rage. Après avoir traversé le fleuve Yangzi, l'APL est aux portes de la ville. Mao Zedong et Zhu De font diffuser un appel contre toute grève et donc contre tout comité de grève, comité d'action ou soviet.

*Que le peuple de tous les milieux, sans distinction de classe, de croyance ou de profession, respecte l'ordre public et adopte une attitude de coopération envers l'Armée populaire de libération. Celle-ci, de son côté, adoptera la même attitude envers le peuple de tous les milieux... Nous espérons que les ouvriers et employés de toutes professions poursuivront leur travail comme à l'accoutumée et que tous les magasins resteront ouverts... Toute grève perlée et tout sabotage seront punis. (Mao Zedong & Zhu De, « Proclamation de l'APL de Chine », 25 avril 1949, p. 415-416)*

L'APL entre à Pékin le 25 janvier 1949. Le 24 avril, Nankin, la capitale du régime du GMD, tombe. Le 3 mai, c'est au tour de Hangzhou. Le 15 mai, l'APL prend Wuhan ; le 27 mai, Shanghai.

Le 30 septembre 1949, le PCC forme un gouvernement de coalition avec tous les partis bourgeois, sauf le GMD. Le 1<sup>er</sup> octobre Mao, entouré des politiciens bourgeois « progressistes », proclame à Pékin la République populaire de Chine. Le 2 octobre, le GMD fuit le continent pour Taïwan.

(à suivre)

# Adresse internationale du 8 mars

## Femmes travailleuses du monde, notre ennemi est le capitalisme, notre cri de ralliement est : révolution socialiste mondiale !

En pleine crise écologique mondiale, l'année 2024 est marquée par l'escalade militaire entre les puissances capitalistes dominantes, par la guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine, par le génocide délibéré de l'État colonial d'Israël contre le peuple palestinien et par le développement croissant et généralisé des tendances politiques les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Ces dernières ciblent, au même titre que les travailleurs migrants et les minorités ethniques ou sexuelles, les femmes. De Trump à Milei, des mouvements politiques s'appuient sur le fondamentalisme chrétien, musulman, hindou ou juif, s'opposent aux revendications des femmes en matière d'égalité, de contrôle de la procréation, de liberté sexuelle et d'indépendance, tout en visant les acquis politiques, sociaux et économiques de la classe ouvrière dans son ensemble.

Les contradictions inter-impérialistes sont entrées dans une phase de grande instabilité en raison du déclin du vieil impérialisme hégémonique américain, de la faiblesse de la croissance économique du capitalisme mondial et d'une crise écologique impossible à résoudre dans le cadre de la logique du profit et des égoïsmes nationaux inséparables du capitalisme. C'est pourquoi tous les États multiplient leurs dépenses militaires, au détriment des postes budgétaires dits sociaux : éducation et santé publiques, retraites, allocations chômage, ou aides sociales de toutes sortes. La montée en puissance de la lutte ouvrière en réponse est prévisible et inévitable. C'est pourquoi toutes les bourgeoisies entretiennent leurs options politiques les plus dures, les gardant en réserve ou les faisant entrer au gouvernement, selon leurs besoins et la conjoncture de la lutte des classes.

Dans ce cadre, la lutte pour obtenir ou préserver les droits et les acquis des femmes travailleuses est impossible à séparer de la lutte de la classe ouvrière pour obtenir ou préserver les droits démocratiques et les acquis sociaux et professionnels de l'ensemble de la classe. Toute l'idéologie des mouvements identitaires du féminisme bourgeois et petit-bourgeois, centrée sur la réconciliation de toutes les femmes au-delà des clivages de classe et principalement préoccupée par l'amélioration de la vie des femmes des couches sociales les plus aisées, est un piège.

*Au lieu d'estomper la ligne de démarcation entre le mouvement des femmes bourgeoises et le mouvement des femmes prolétariennes par une tactique soi-disant intelligente, en diluant notre point de vue, nous devons souligner fortement les antagonismes de classe. Il doit être parfaitement clair que le mot d'ordre du féminisme bourgeois est la réforme de la société, tandis que le cri de ralliement des femmes*

*travailleuses est, à l'opposé, la révolution de la société.*  
(Clara Zetkin, instigatrice de la journée internationale des travailleuses du 8 mars, 14 avril 1894)

Aujourd'hui comme hier, les femmes travailleuses sont une partie essentielle de tous les mouvements de la classe ouvrière. Nos revendications font intégralement partie de la lutte pour son émancipation, du programme de la révolution socialiste, du programme des femmes et des hommes prolétaires pour la disparition de toute exploitation et de toute oppression :

Contre toutes les formes de discrimination, de violence et d'oppression exercées à l'encontre des femmes.

Pour la répartition du travail entre tous, avec des horaires réduits et sans réduction de salaire, jusqu'à l'élimination du chômage.

Contre le travail précaire et pour une véritable égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Pour des salaires, des pensions et des prestations sociales qui permettent une vie décente à tous les travailleurs.

Pour des services publics suffisants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.

Pour un logement décent pour tous les travailleurs.

Pour une école publique universelle, laïque, gratuite et mixte. Pour l'élimination immédiate de la religion dans les écoles et du financement public des écoles privées.

Pour une éducation sexuelle scientifique centrée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres.

Contre toute forme de financement public, direct ou indirect, des diverses religions.

Pour la gratuité des contraceptifs et de l'avortement pris en charge par le système de santé publique. Pour la défense des soins de santé publics, universels, gratuits et laïques.

Contre la marchandisation et la réification des femmes. Pour l'interdiction et la poursuite du proxénétisme. Pour l'interdiction des « utérus commerciaux ».

Pour le droit de migrer librement et en toute sécurité pour tous les travailleurs et les jeunes en formation.

Contre la justice sexiste. Pour une véritable justice démocratique et non sexiste où les juges sont élus et révoquables par les conseils de travailleurs.

Contre le colonialisme et toutes les guerres impérialistes. Contre le militarisme. Dissolution de l'OTAN et de l'OTSC.

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

